

**Attaf à Addis-Abeba
pour participer à la
48^e session du Conseil
exécutif de l'UA**

P.02

**Examen du bilan de mise en œuvre
des directives du président de la
République données lors de la 6^e
rencontre Gouvernement-Walis**

P.02



**Ramadan 2026 sans
pénuries ni spéculation :
Le président Tebboune fixe
un cap strict pour les prix**

P.03



Secteur de l'eau :



**Lancement de 2 stations
de dessalement dans les
wilayas de Tamanrasset
et Tindouf**

P.03

Affaire "ANEP 2" :



**Peines réduites pour les
anciens ministres de la
Communication**

P.03

Annaba :



**Réunion consacrée à la
gestion et au suivi des
affaires publiques et
préparatifs de Ramadhan**

P.06

Annaba :
**La 4^{ème} session ordinaire
de l'APW consacrée
à l'évaluation du
développement local
et marquée par des
distinctions honorifiques**

P.24



Les principales décisions du conseil des ministre

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi, une réunion du Conseil des ministres, consacrée notamment au suivi des mesures d’approvisionnement du marché national en produits de large consommation durant le mois sacré de Ramadhan, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS : “Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au suivi des mesures d’approvisionnement du marché national en produits de large consommation durant le mois sacré de Ramadhan et à l’état d’avancement des programmes complémentaires destinés

aux wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf. Après présentation de l’ordre du jour du Conseil des ministres, suivie de la présentation, par Monsieur le Premier ministre, des activités du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, Monsieur le président de la République a donné les instructions, directives et orientations suivantes : Concernant le secteur des ressources en eau : - Monsieur le président de la République a, d’emblée, enjoint au ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique de lancer, au cours du mois prochain, la réalisation de deux stations de dessalement de l’eau à Tamanrasset et Tindouf, au profit des habitants de ces deux wilayas, insistant sur le caractère stratégique de ces deux projets pour les habitants de notre Grand Sud.

- Il a ordonné la réalisation d’une nouvelle station d’épuration et de traitement des eaux usées à Tindouf, destinée notamment aux projets agricoles prometteurs. - Monsieur le président a enjoint au ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique de redoubler de vigilance et de renforcer les mesures de précaution et de contrôle lors des opérations de délestage des eaux excédentaires des barrages pleins. - Monsieur le président de la République a insisté sur l’importance capitale du respect des plans de distribution de l’eau potable à l’échelle nationale tout au long de l’année, estimant que l’interruption de l’alimentation en eau potable ayant touché les habitants de la wilaya de Chlef, avant d’être récemment rétablie, est totalement inacceptable et engage la pleine responsabilité des concernés.

Il a fermement mis en garde contre tout laxisme pouvant conduire à de telles situations.

Concernant les préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan : - Monsieur le président de la République a ordonné de réunir toutes les conditions à même de permettre aux citoyens de passer le mois de Ramadhan dans la sérénité et la quiétude, compte tenu de la sacralité de ce mois d’entraide et de solidarité. - Il a enjoint de renforcer l’action gouvernementale durant le mois de Ramadhan, afin qu’elle soit positive et efficace face à toutes les préoccupations. - Monsieur le président de la République a salué la disponibilité des différents produits, y compris agricoles et d’origine animale, soulignant que cette abondance doit impérativement se répercuter de



manière positive sur les prix durant ce mois sacré. Concernant l’état d’avancement des programmes complémentaires pour les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf : - Monsieur le président de la République a salué la concrétisation de tous les programmes complémentaires et la mise en œuvre de leurs projets dans les délais prévus. - Monsieur le président a ordonné au Gouvernement d’élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées”.

Le président de la République ordonne d’élaborer de nouveaux programmes complémentaires pour les wilayas les moins développées

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu’il a présidée, mardi, d’élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées, indique un communiqué du Conseil des

ministres. Concernant l’état d’avancement des programmes complémentaires pour les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf, le président de la République a salué la concrétisation de tous les programmes complémentaires et la mise en œuvre de leurs projets dans les délais prévus, ajoute le communiqué.



Chargé par le président de la République, Attaf à Addis-Abeba pour participer à la 48^e session du Conseil exécutif de l’UA

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d’Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mardi, à Addis-Abeba pour participer aux travaux de la 48^e session du Conseil exécutif de l’Union

africaine (UA), prévus mercredi et jeudi, indique un communiqué du ministère. Cette réunion ministérielle, qui intervient dans le cadre de la préparation du Sommet de l’UA, prévu samedi et dimanche, permettra d’”examiner des questions et des dossiers en lien avec le rôle et la place de l’action africaine

dans le traitement des principaux défis politiques, sécuritaires et en matière de développement auxquels est confronté le continent”, précise le communiqué. En marge des travaux du Conseil exécutif, le ministre d’Etat tiendra des rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues de pays africains frères.

CONSEIL EXÉCUTIF DE L’UA Attaf réaffirme le soutien de l’Algérie à tout effort visant à renforcer l’organisation africaine

Le ministre d’Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé, mercredi à Addis-Abeba, le soutien de l’Algérie à tout effort visant à renforcer l’Union africaine (UA) et à la sortir de la logique du repli sur soi. “L’Algérie soutient tout effort à même de renforcer et de sortir notre organisation de la logique du repli sur soi, d’asseoir davantage sa présence aux niveaux continental et international et de lui permettre de s’attaquer, avec réalisme et responsabilité, aux défis actuels, qu’ils soient continentaux ou mondiaux”, a précisé M. Attaf dans une allocution prononcée lors des travaux de la 48^e

session du Conseil exécutif de l’Union africaine à Addis-Abeba (11-12 février), à l’occasion de l’examen du rapport du Comité des représentants permanents (COREP). “L’Algérie apporte son soutien et son appui à notre Commission et à la présidence tournante de notre organisation”, a ajouté le ministre d’Etat. Concernant le Sommet africain en préparation, M. Attaf a souligné qu’il “revêt une importance majeure au regard du contexte international général dans lequel il se tient”. “Un contexte qui, nous le savons tous, menace de marginaliser l’Afrique, d’occulter ses causes et ses priorités et de neutraliser son rôle et sa voix”, a-t-il dit. C’est pourquoi “nous devons dépasser

les aspects ponctuels liés uniquement à la gestion interne de notre organisation, pour nous inscrire dans un horizon plus large qui permette de jeter les bases d’une véritable vision collective et prospective, qui identifie avec précision les dangers et menaces qui nous guettent, adapte notre action commune aux mutations accélérées qui nous entourent et réhabilite notre projet d’unité en tant que choix stratégique incontournable pour préserver notre destin commun dans le monde instable d’aujourd’hui et dans celui de demain, que nous souhaitons plus attentif à nos préoccupations, plus soucieux de nos intérêts et plus réceptif à nos aspirations”, a soutenu le ministre d’Etat.

Réunion du Gouvernement Examen du bilan de mise en œuvre des directives du président de la République données lors de la 6^{ème} rencontre Gouvernement-Walis



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l’examen du bilan annuel de mise en œuvre des directives données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis, ainsi que l’examen, en deuxième lecture, du projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO), indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : “Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé ce mercredi 11 février 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après : Le Gouvernement a examiné le bilan annuel de mise en œuvre des orientations et directives données par Monsieur le Président de la République, lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis, tenue les 24 et 25 décembre

2024, ainsi que les recommandations issues de cette rencontre, qui portent essentiellement sur la poursuite de la dynamique du développement local, la consolidation de la sécurité alimentaire et hydrique, le renforcement du rôle des collectivités locales en matière de création de richesse et de postes d’emploi, la modernisation des services publics de proximité et la refonte de la gestion urbaine de la ville, pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité. Le Gouvernement a également examiné, en deuxième lecture, le projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO). Le lancement de ces services satellitaires vise à développer l’accès à Internet haut débit à travers l’ensemble du territoire national, particulièrement dans les zones rurales et enclavées, et à renforcer la souveraineté nationale dans ce domaine stratégique.”

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
Directeur de la publication : Nouredine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de communication d’Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l’objet d’aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Ramadan 2026 sans pénuries ni spéculation : Le président Tebboune fixe un cap strict pour les prix

À quelques semaines du mois de ramadan, la question de la stabilité des prix et de l’approvisionnement du marché national revient au premier plan. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République a fixé un cap clair. Garantir aux citoyens un mois sacré sans pénuries ni flambées injustifiées. Dans un contexte marqué par une hausse saisonnière de la demande, l’exécutif veut prévenir toute tension sur les produits de large consommation et protéger le pouvoir d’achat. Selon un communiqué officiel de la présidence de la République, le chef de l’État a ordonné aux membres du gouvernement de

« veiller à garantir toutes les conditions nécessaires pour permettre aux citoyens de passer le mois sacré en parfaite tranquillité et sans préoccupations ». Il a rappelé que le ramadan « revêt un caractère particulièrement sacré pour les citoyens et [...] est propice à l’entraide et à la solidarité », appelant à « redoubler d’efforts et de mobilisation » pour répondre avec réactivité aux préoccupations des différentes catégories de la population.

Ramadan :
Garantir la stabilité des prix et une offre suffisante sur tout le territoire
Le président a mis en avant la disponibilité enregistrée en biens agricoles et autres produits



essentiels. Il a toutefois insisté sur un point central : cette abondance doit se traduire concrètement par des prix stables à la consommation durant le ramadan. Les pouvoirs publics ont engagé, ces dernières semaines, une série d’actions coordonnées sous l’égide du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. L’objectif consiste à assurer un approvisionnement régulier et suffisant, à des tarifs accessibles. Cette stratégie repose sur plusieurs leviers :

- La mobilisation accrue des cadres du secteur du commerce.
- L’implication des producteurs nationaux.
- La participation des associations de consommateurs.
- La coordination avec différents partenaires économiques.

Les autorités affirment avoir conçu une démarche proactive et ciblée pour éviter toute rupture d’approvisionnement et contenir les hausses injustifiées.

Lutte contre la spéculation :
Contrôle renforcé et marchés de proximité avant le ramadan
Le mois de ramadan s’accompagne traditionnellement de pics de consommation, notamment sur les produits alimentaires de base. Cette pression sur la demande

peut créer des tensions sur l’offre et favoriser certaines pratiques spéculatives. Pour y faire face, les autorités ont décidé de :

- Mettre en place des marchés de proximité dans plusieurs régions et localités.
- Renforcer les dispositifs de contrôle et de régulation.
- Intensifier les missions de lutte contre la spéculation.
- Lancer des actions de sensibilisation pour encourager une consommation rationnelle et limiter le gaspillage.

Ainsi, ces mesures visent à prévenir les perturbations et à empêcher les rehaussements injustifiés des prix par certains intermédiaires ou commerçants.

Conseil des ministres : Lancement de 2 stations de dessalement dans les wilayas de Tamanrasset et Tindouf

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé ce dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers prioritaires, notamment l’approvisionnement du marché national durant le mois de Ramadan et l’état d’avancement des programmes complémentaires dans certaines wilayas. Selon un communiqué officiel, la réunion a abordé les mesures visant à garantir la disponibilité des produits de large consommation durant le mois sacré. Le chef de l’État a insisté sur la nécessité de créer toutes les conditions permettant aux citoyens de passer Ramadan dans la sérénité, soulignant le caractère particulier de cette période marquée par la solidarité et la cohésion sociale.



Secteur de l’eau :
Lancement imminent de deux stations de dessalement
Le dossier de l’eau a occupé une place importante lors de cette réunion. Abdelmadjid Tebboune a ordonné au ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique de lancer, dès le mois prochain, la réalisation de deux stations de dessalement dans les wilayas de Tamanrasset et Tindouf. Le chef de l’État a qualifié ces projets de stratégiques, notamment

pour les habitants du grand Sud, où la gestion de l’eau demeure un enjeu majeur. Dans le même contexte, le président a ordonné la création d’une nouvelle station à Tindouf dédiée au traitement et à l’épuration des eaux usées. Cette infrastructure vise principalement à soutenir les projets agricoles prometteurs dans la région. Le président Tebboune a également demandé un renforcement des mesures de prudence et de contrôle lors des opérations de déversement des eaux excédentaires des barrages pleins. L’objectif est d’éviter tout risque lié à une mauvaise gestion ou à des accidents. Le chef de l’État a insisté sur le respect strict des plans de distribution d’eau potable à l’échelle nationale tout au long

de l’année. Il a dénoncé la récente coupure d’eau dans la wilaya de Chlef, qu’il a qualifiée d’inacceptable, tout en avertissant contre tout relâchement pouvant provoquer de telles situations.

Approvisionnement du marché:
Assurer la stabilité durant Ramadan
Dans ce cadre, le président Tebboune a demandé au gouvernement de renforcer sa mobilisation et d’adopter une approche plus efficace afin de répondre rapidement aux préoccupations des citoyens. Le président de la République a salué l’abondance constatée dans plusieurs produits, y compris agricoles et d’origine animale. Il a toutefois insisté sur le fait que cette disponibilité doit obligatoirement se traduire par une amélioration

des prix sur les marchés durant ce mois. Pour lui, la régulation des prix et la protection du pouvoir d’achat restent des priorités, surtout en période de forte consommation.

Programmes complémentaires:
Nouveaux projets pour les wilayas moins développées
Enfin, le Conseil des ministres a examiné l’avancement des programmes complémentaires des wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf. Le président a salué l’exécution des projets dans les délais prévus. Il a également ordonné au gouvernement de préparer de nouveaux programmes complémentaires en faveur des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées.

Affaire “ANEP 2” : Peines réduites pour les anciens ministres de la Communication

Le Conseil de justice d’Alger a rendu, ce mercredi 11 février, son verdict dans l’affaire de corruption dite « ANEP 2 », impliquant deux anciens ministres de la Communication, Djamel Kaouane et Hamid Grine, ainsi que l’ex-directeur général de l’Agence nationale d’édition et de publicité (ANEP), Amine Chikher, et dix autres accusés.

Peines réduites en appel
Présidant la première chambre pénale, le magistrat a décidé de réduire les peines prononcées en première instance à l’encontre de plusieurs accusés. Ainsi, la peine de Djamel Kaouane et celle d’Amine Chikher ont été ramenées de huit (8) ans à six (6) ans de prison ferme, assorties d’une amende d’un (1) million de

dinars chacun. De son côté, l’ancien ministre Abdelhamid Grine a vu sa peine réduite de quatre (4) ans à deux (2) ans de prison ferme, accompagnée d’une amende de 100 000 dinars.

Confirmation de certaines condamnations et acquittements
Le Conseil de justice a confirmé les jugements rendus précédemment par le pôle pénal économique et financier de Sidi M’hamed concernant plusieurs autres prévenus impliqués dans le dossier. En revanche, cinq accusés ont bénéficié d’un acquittement total pour l’ensemble des charges retenues contre eux.

Confiscations et indemnisations
La juridiction a également ordonné la confiscation de tous



les avoirs bancaires saisis par le juge d’instruction de la cinquième chambre à l’encontre des personnes condamnées. Sur le plan civil, la cour a condamné Djamel Kaouane et Amine Chikher à verser un million de dinars au profit de l’agent judiciaire du Trésor.

Deux autres accusés, identifiés par les initiales « M. Cherif » et « L. Ammar », devront s’acquitter de 500 000 dinars chacun à titre de réparation des préjudices causés. Enfin, Hamid Grine a été condamné à verser 200 000 dinars. L’affaire « ANEP 2 » figure parmi les dossiers judiciaires

liés à la gestion de la publicité publique et aux pratiques au sein de l’Agence nationale d’édition et de publicité. Ce verdict en appel marque une nouvelle étape dans le traitement judiciaire des affaires économiques et financières impliquant d’anciens responsables publics.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les orientations du président de la République traduisent une volonté claire de renforcer l'équilibre régional

Des économistes ont salué les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'élaboration de programmes de développement complémentaires pour les nouvelles wilayas et la réalisation de stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, à partir du mois de mars prochain, estimant que ces orientations traduisent une volonté politique claire de faire du découpage administratif un véritable levier de développement et de renforcer l'équilibre régional. A ce propos, l'expert Ishak Kherchi a indiqué à l'APS que les orientations du président de la République confirment la poursuite de l'approche proactive adoptée par l'Etat pour promouvoir un développement équilibré entre les différentes régions du pays, estimant que la décision d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées, "reflète une volonté politique claire de faire du découpage administratif un véritable levier de développement". M. Kherchi a souligné que ces

orientations s'inscrivent dans une vision globale considérant le développement local comme la pierre angulaire de la construction d'une économie nationale équilibrée, ajoutant que le rapprochement de l'administration et des moyens des citoyens doit s'accompagner de la mise en place de projets structurants et de services à même d'améliorer la qualité de la vie et de renforcer l'attractivité économique de ces territoires. Et de préciser que la réalisation de programmes complémentaires dans les wilayas nouvellement créées constitue un mécanisme permettant de doter ces régions des moyens nécessaires à travers des investissements publics, notamment dans les infrastructures, les équipements vitaux et les projets créateurs de richesse. Ces projets complémentaires, a-t-il ajouté, "ne servent pas uniquement l'aspect social, mais posent les bases d'une économie locale capable de générer une dynamique autonome et durable et de réaliser l'équilibre régional, garantissant la stabilité et l'ouverture de nouvelles perspectives d'investissement dans ces régions aux ressources naturelles et humaines



prometteuses". Concernant les orientations du président de la République relatives au lancement, dans les plus brefs délais, de la réalisation de deux stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, l'expert a estimé que cela met en évidence "la priorité absolue accordée par le président de la République à la garantie de la sécurité hydrique, notamment dans les wilayas du Grand Sud confrontées à des défis climatiques et naturels spécifiques". L'économiste Abdelkader Slimani a, lui aussi, mis en avant l'importance des orientations du président de la République relatives à l'élaboration de programmes de développement complémentaires pour les

nouvelles wilayas dans le cadre de la politique de "l'équité territoriale", précisant que ces programmes doivent couvrir les secteurs du logement, des infrastructures et des équipements publics. Ces programmes constitueront un levier de développement local garantissant l'équilibre régional dans la répartition des investissements publics et des infrastructures, notamment au profit des populations de ces wilayas, a-t-il expliqué. Dans le même sillage, l'expert a rappelé les projets dont ont récemment bénéficié les wilayas de Khenchela, Tissemsilt et Djelfa, ayant "contribué à la création de milliers d'emplois, à la réalisation de nouvelles routes et à l'attraction

d'investissements dans le domaine des infrastructures de base, tout en créant de nouveaux pôles économiques et de développement". Ces programmes, a-t-il ajouté, peuvent servir de modèle de développement pour d'autres régions, saluant la politique d'équilibre régional et de création de richesse au niveau des Hauts Plateaux et des régions frontalières, notamment après l'inauguration par le président de la République de la ligne ferroviaire minière Ouest. Pour rappel, le président de la République a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mardi, d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées, saluant la concrétisation de tous les programmes complémentaires et la mise en œuvre de leurs projets dans les délais prévus. Il a aussi ordonné le lancement de la réalisation de deux stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, au profit des habitants de ces deux wilayas, insistant sur le caractère stratégique de ces deux projets pour les habitants du Grand Sud.

Le président de la République ordonne de réunir toutes les conditions permettant aux citoyens de passer le mois de Ramadhan dans la sérénité et la quiétude

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, mardi, de réunir toutes les conditions à même de permettre aux citoyens de passer le mois de Ramadhan dans la sérénité et la quiétude, indique un communiqué du Conseil. Concernant les préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan, le président de la République a "ordonné de réunir toutes les conditions à même de permettre aux citoyens de passer le mois de Ramadhan dans la sérénité et la quiétude, compte tenu de la sacralité de ce mois d'entraide et de solidarité", précise le communiqué.



Après avoir joint de "renforcer l'action gouvernementale durant le mois de Ramadhan, afin qu'elle soit positive et efficace face à toutes les préoccupations", le président de la République a salué "la disponibilité des différents produits, y compris agricoles et d'origine animale", soulignant que "cette abondance doit impérativement se répercuter de manière positive sur les prix durant ce mois sacré".

AUGMENTATION DES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE Une étape supplémentaire importante dans l'amélioration des conditions de vie du citoyen

Des experts économiques ont estimé que la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant augmentation des pensions et allocations de retraite constitue une étape supplémentaire importante dans le processus de l'amélioration des conditions de vie du citoyen, à travers une stratégie globale comprenant différentes catégories de la société. Dans une déclaration à l'APS, l'expert en économie, El Houari Tigharsi a salué les augmentations annoncées lors de la réunion, dimanche dernier, du Conseil des ministres, relatives à la revalorisation des pensions et allocations des retraités de 10% au profit des retraités percevant des pensions inférieures ou égales à 20.000 DA, et de 5% pour les retraités percevant plus de 20.000 DA, "traduisant clairement l'importance particulière qu'accorde le président de la République aux efforts visant à améliorer les conditions de vie du citoyen". Il a souligné que le renforcement du pouvoir d'achat des citoyens, toutes catégories sociales confondues, constitue un processus régulier engagé par le président de la République depuis 2020, reflétant son engagement à la préservation du caractère social de l'Etat algérien. Cette orientation s'est manifestée à travers de nombreuses mesures prises périodiquement, ainsi que par le soutien à la consommation nationale et l'encouragement de l'offre, outre les transferts sociaux importants



ajustés conformément à la loi de finances. De son côté, l'expert en économie, Mourad Kouachi, a affirmé que les augmentations décidées en Conseil des ministres, s'inscrivent pleinement dans la stratégie arrêtée par le président de la République pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens, à travers la poursuite de l'augmentation des salaires et des pensions des retraités, concrétisant ainsi ses engagements électoraux "qu'il a effectivement tenus sur le terrain". A cet effet, il a mis en avant l'impact positif de ces revalorisations sur la vie quotidienne des différentes franges de la société, soulignant les importantes affectations consacrées aux transferts sociaux prévues dans la loi de finances 2026. Pour sa part, l'expert économique, Sari Nesreddine, a expliqué que les directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant augmentation des pensions et allocations de retraite s'inscrivent dans "une approche sociale claire, dont l'objectif est de protéger les catégories qui dépendent essentiellement d'un revenu fixe

dans un contexte économique qui appelle à la poursuite de leur soutien". Ces augmentations "sont la preuve de la volonté de l'Etat de placer le pouvoir d'achat des retraités parmi ses priorités", une orientation également illustrée par des décisions antérieures ayant touché le Salaire national minimum garanti (SNMG), a-t-il affirmé. Cette approche repose sur "une amélioration progressive et continue de la situation sociale dans le cadre d'une vision intégrée qui tient compte des équilibres économiques et sociaux à moyen et à long termes. Concernant l'importance de ces augmentations, M. Sari a indiqué qu'elles "ne résident pas uniquement dans leur pourcentage, mais aussi dans leur impact direct sur la vie quotidienne des retraités, car elles leur apportent une certaine stabilité sociale". D'un point de vue économique plus large, l'interlocuteur s'attend à ce que ces augmentations aient "un impact positif sur la demande intérieure, ce qui signifie un soutien à l'activité commerciale, en particulier dans les secteurs liés aux produits de base et aux services, contribuant ainsi à la relance du cycle économique". Ces augmentations devraient également renforcer la confiance dans les politiques publiques qui concilient les exigences de la stabilité financière de l'Etat et la nécessité de préserver la dignité sociale des citoyens", selon le même expert.

Lait infantile : Giplait et le biélorusse Bellakt misent sur le Made in Algeria

Une étape cruciale vient d'être franchie pour la filière laitière nationale. Le groupe public Giplait a officialisé, ce mardi en Biélorussie, un accord stratégique avec le géant Bellakt pour lancer la production de lait pour nourrissons sur le sol algérien. C'est au cœur de la Biélorussie que l'accord a été scellé, lors d'une visite de travail menée par la Directrice Générale du groupe Giplait, Samah Lahlouh. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de cadres dirigeants des deux entités, ainsi que de représentantes de l'État biélorusse, notamment Ekaterina Valerievna Fomenok pour le ministère de l'Agriculture et Tatiana Olegovna Gorkavik, Directrice Générale-adjointe de

Bellakt.

Ce projet ne sort pas de nulle part. Il est l'aboutissement direct des échanges amorcés en décembre dernier lors du Forum d'affaires algéro-biélorusse. À cette occasion, une délégation de Minsk s'était rendue à la laiterie de Rouiba pour évaluer les capacités de production locales.

Giplait et Bellakt :

Une alliance stratégique pour assurer la disponibilité du lait infantile en Algérie

L'essence même de cet accord repose sur une localisation rigoureuse, prévoyant une fabrication et une production intégrale sur le territoire national, marquant ainsi une rupture avec la dépendance extérieure.

Ce projet d'envergure s'appuie sur un transfert de savoir-faire



technologique, rendu possible par une collaboration directe et étroite avec le groupe Bellakt, dont l'expertise est mondialement reconnue dans le segment de l'alimentation infantile.

L'objectif central de cette synergie est double : d'une part, assainir les équilibres financiers de l'État en parvenant à réduire la facture d'importation de manière drastique, et d'autre part, garantir la disponibilité permanente et sécurisée d'un produit essentiel et vital pour le quotidien des ménages algériens. « Cet accord consacre la dynamique positive mutuelle

entre les deux pays », souligne le communiqué du groupe Giplait.

Le choix de la filiale de Rouiba comme site pivot lors des premières discussions montre la volonté du groupe public de s'appuyer sur des infrastructures solides pour accueillir cette nouvelle ligne de production complexe.

En produisant localement le lait infantile, l'Algérie franchit un nouveau palier dans sa stratégie de sécurité alimentaire, en s'attaquant à un segment de marché jusqu'ici largement dépendant de l'étranger.

Lait infantile en Algérie :

Enjeux d'une production locale face au coût des importations

Cette transition vers la production locale s'inscrit dans un contexte de rationalisation des dépenses publiques. Selon des données de la presse argentine, l'Algérie

figurait en 2025 comme le deuxième importateur mondial de lait en poudre en provenance d'Argentine, avec des achats s'élevant à 321 millions de dollars pour un volume de 80 000 tonnes. Cette dépendance aux marchés extérieurs représente une sortie de devises importante, que les autorités cherchent désormais à réduire. Outre le partenariat avec Bellakt, l'Algérie mise sur le projet intégré « Baladna » à Adrar — un investissement de 3,5 milliards de dollars en partenariat avec le Qatar — pour couvrir à terme 50 % des besoins nationaux. Ces initiatives structurantes visent à substituer durablement la production nationale aux importations massives afin de stabiliser la sécurité alimentaire du pays.

Salon Méchanica Algérie : Attribution de quatre contrats de concession à des investisseurs

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a supervisé, mardi soir à Oran, la cérémonie de remise de quatre contrats de concession à des investisseurs ayant bénéficié de foncier industriel pour la réalisation de leurs projets. Cette cérémonie s'est déroulée en marge d'une journée d'étude consacrée à la sous-traitance, organisée par la même agence dans le cadre du Salon "Méchanica Algérie", en présence du directeur général des petites et moyennes



entreprises au ministère de l'Industrie, Abdelaziz Rebai, du directeur général de "Stellantis Algérie" pour la fabrication des véhicules "Fiat", Raoui Badji, ainsi que du délégué régional du Conseil du renouveau économique algérien, Tazi Mohamed Amine.

Les investisseurs ont bénéficié de ces contrats via la plateforme numérique de l'investisseur, lancée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement dans le but de faciliter l'accès au foncier économique.

L'opération a concerné les entreprises "Hamoud Parts", spécialisée dans la fabrication et l'assemblage de composants, d'accessoires et de pièces de rechange automobiles (Oran), "Adi-Net Or" spécialisée dans les équipements électroniques destinés à la maintenance industrielle à Aïn Temouchent

(deux contrats), ainsi que "Adi-net Géolocalisation", spécialisée dans la fabrication d'équipements liés à l'énergie solaire et électrique dans la même wilaya.

Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Rekkache a réitéré l'engagement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement à accompagner les porteurs de projets, en particulier les petites et moyennes entreprises et les startups.

Il a indiqué que l'agence œuvre, en coordination avec l'ensemble des partenaires, notamment le ministère de l'Industrie, le

ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi que l'ensemble des institutions de l'Etat, à l'augmentation du taux d'intégration locale et à la création d'un environnement favorable à ces projets, notamment à travers la mise en place de zones spécialisées. Par ailleurs, en marge du salon, six accords de partenariat industriel ont également été signés, dont cinq avec le groupe "Stellantis", tandis que le sixième concerne deux entreprises opérant dans le domaine des pièces de rechange pour motocycles.

Après 14 ans d'activité, JUMIA met fin à son aventure en Algérie



La marketplace panafricaine Jumia, a officialisé son retrait du marché algérien. Après 14 ans de présence, la plateforme cessera ses opérations d'ici mars 2026, dans le cadre d'une stratégie globale de recentrage sur

ses marchés les plus rentables.

L'annonce a été faite le mardi 10 février 2026 par Jumia Technologies lors de la présentation de ses résultats financiers pour l'exercice 2025. La filiale locale, Jade E-Services Algeria SARL,

a déjà commencé à notifier ses vendeurs partenaires : le site ne sera plus accessible au plus tard le 10 mars 2026.

Ce départ fait suite à une série de désengagements méthodiques entamés par le groupe ces

dernières années (Cameroun, Tanzanie, Tunisie et Afrique du Sud) sous l'impulsion de son PDG, Francis Dufay. L'objectif affiché est d'améliorer l'efficacité opérationnelle en concentrant les ressources sur des pays à plus forte croissance, tels que le Nigeria ou l'Égypte.

E-commerce :

Jumia annonce son départ d'Algérie

Malgré son statut de leader du secteur en Algérie, le poids du pays dans le portefeuille global du groupe restait marginal :

•Poids économique : L'Algérie ne représentait qu'environ 2 % de la valeur brute des marchandises (GMV) du groupe en 2025.

•Bilan financier 2025 : Au niveau mondial, Jumia a vu son chiffre d'affaires progresser de 13 % (188,9 millions \$), mais affiche toujours une perte d'exploitation de 63,2 millions \$.

•Impact social : Le groupe prévoit des coûts liés aux licenciements des employés, à la résiliation des baux et à la liquidation des actifs locaux.

En 14 ans d'activité, Jumia a réussi

à étendre son réseau logistique à 44 wilayas. Ce déploiement s'est fait au prix d'une adaptation constante à un marché complexe, marqué par :

•Une préférence persistante des consommateurs pour le paiement à la livraison.

•Le recours majoritaire aux transactions en espèces, malgré l'émergence progressive des solutions numériques

« La société anticipe que l'arrêt de ses opérations en Algérie pourrait temporairement avoir un impact négatif sur ses indicateurs financiers », précise le communiqué officiel, tout en soulignant que cette décision favorisera la rentabilité annuelle visée pour 2027.

Pour les centaines de vendeurs tiers utilisant la marketplace, la transition est imminente. Jumia s'est engagé à solder l'ensemble des paiements dus avant la fermeture effective. Les partenaires disposent désormais de moins d'un mois pour réorganiser leurs canaux de distribution et se tourner vers d'autres solutions logistiques locales.

ANNABA : Réunion consacrée à la gestion et au suivi des affaires publiques et préparatifs du mois sacré de Ramadhan

Imen.B
Dans le cadre de ses activités, le Chef de daïra d'Annaba a présidé, hier, une réunion de la commission de sécurité, et ce en présence des représentants du secteur opérationnel de la wilaya d'Annaba, de la gendarmerie nationale, de la sûreté nationale et de la protection civile d'Annaba, ainsi que du directeur de l'action sociale et de la solidarité, des représentants de la Direction du commerce et de la Direction des affaires religieuses, en plus de la Secrétaire générale de la daïra. Cette rencontre de

coordination a été consacrée à l'examen de plusieurs points essentiels liés à la gestion et au suivi des affaires publiques au niveau du territoire de la daïra. Les travaux ont débuté par l'étude de la situation générale de la circonscription, suivie de l'évaluation des mécanismes visant à améliorer et à contrôler la qualité du service public à travers les cinq secteurs urbains concernés. Les discussions ont également porté sur la protection de l'environnement et la propreté du cadre de vie, la préparation du mois sacré de Ramadhan, la maintenance de l'éclairage

public, ainsi que les conditions de scolarisation. La commission a examiné les mesures de lutte contre le commerce informel et le suivi de l'approvisionnement en produits alimentaires, notamment en matière de prévention et de traitement des risques de pénurie. Par ailleurs, un point détaillé a été consacré au secteur des transports et à la fluidité de la circulation routière, avec un recensement des insuffisances en matière d'arrêts de bus et la prise en charge progressive de ces besoins. Il a également été question du suivi et du recensement des fuites



travaux d'ouverture de routes et les modalités de remise en état des chaussées, ainsi que la poursuite des préparatifs relatifs à l'opération de solidarité du mois sacré de Ramadhan et à l'organisation des différentes activités prévues durant ce mois sacré. Enfin, la commission a insisté sur l'élimination des ralentisseurs anarchiques et leur remplacement ou installation conforme aux normes techniques en vigueur, après avis de la commission communale de circulation, avant d'examiner divers autres points inscrits à l'ordre du jour.

ANNABA / Chétaïbi : Réunion de coordination à sur l'actualisation des limites du domaine public maritime

Imen.B
Le Chef de daïra de Chétaïbi, Walid Zernadji, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'examen et à la mise à jour des limites du domaine public maritime relevant de la wilaya d'Annaba, au niveau de la commune de Chétaïbi. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi administratif et technique des dossiers liés à

l'aménagement et à la protection du littoral, en conformité avec la réglementation en vigueur. Elle vise à assurer une meilleure organisation des espaces côtiers, à préserver le domaine public maritime et à clarifier les délimitations territoriales. Ont pris part à cette séance de travail, le P/APC, le Secrétaire général de la daïra, le Chef de la station maritime de Chétaïbi, ainsi que

les représentants des directions du cadastre, des domaines de l'État et de l'environnement, en plus des chefs de subdivisions concernés. Les travaux se poursuivent dans un esprit de concertation et de coordination entre les différents services afin d'aboutir à des décisions conformes aux exigences légales et aux impératifs de protection du littoral.



ANNABA / Clôture du camp thématique spécialisé : Fin de la formation des cadres de jeunesse

Imen.B
La soirée d'hier a été marquée par la clôture officielle des travaux du camp thématique spécialisé dédié à la formation des cadres de jeunesse, organisé dans une ambiance conviviale et studieuse. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du Directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Annaba, M. Sahli Rachid, accompagné des cadres du secteur, ainsi que des inspecteurs de la jeunesse, M. Mohsen Andriqat et madame Ghazal Khadidja. Les formateurs des ateliers de conception en trois dimensions (3D) ont également pris part à cet événement. Durant plusieurs jours, les participants ont bénéficié d'un programme riche et varié axé principalement sur le développement des compétences dans les domaines de l'innovation et du design 3D. À travers des ateliers pratiques, des sessions interactives et des échanges d'expériences, les cadres de jeunesse ont pu renforcer leurs capacités

techniques et pédagogiques, tout en découvrant de nouvelles approches créatives adaptées aux attentes des jeunes. La cérémonie de clôture a été marquée par la remise de certificats aux participants, en reconnaissance de leur assiduité, de leur engagement et de leur participation active tout au long de la formation. L'événement s'est déroulé dans une atmosphère empreinte de joie, d'esprit fraternel et de partage des connaissances, réunissant des jeunes et des cadres venus des différentes régions du pays, de l'Est à l'Ouest, et du Nord au Sud. Ce camp s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à soutenir et à renforcer les capacités des cadres de jeunesse, en mettant l'accent sur les compétences innovantes et technologiques. Il contribue ainsi à améliorer la qualité des activités et des services destinés à la jeunesse, tout en favorisant l'émergence d'initiatives modernes et créatives au sein des structures de jeunesse à l'échelle nationale.



La Société Portuaire d'Annaba prend part à une journée d'étude sur la décarbonation du transport maritime et des ports algériens

S.F

La Société Portuaire d'Annaba a participé aux travaux de la journée d'étude consacrée à la « décarbonation du transport maritime et des ports algériens », organisée sous l'égide du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, avec la participation de plusieurs départements ministériels et organismes nationaux concernés par la transition énergétique et la protection de l'environnement. Cette rencontre a enregistré la présence de représentants de nombreux secteurs stratégiques, notamment le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, le ministère des Finances, la direction générale des douanes, la direction générale des ports et de la navigation

maritime, le Secrétariat général du ministère des Transports, le Groupe des services portuaires « Serport », la direction générale de la protection civile ainsi que le ministère des hydrocarbures et des mines. Des experts, chercheurs et représentants d'autres entreprises nationales ont également pris part à cette rencontre. Les travaux de cette journée ont été ouverts par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, qui a insisté, dans son allocution, sur la nécessité d'accélérer la modernisation et l'équipement des ports afin de les hisser au rang de plateformes portuaires modernes et performantes. Il a également mis en avant l'importance de l'adoption de carburants alternatifs et de technologies respectueuses de l'environnement pour réduire les émissions de carbone dans

le secteur maritime. Dans le même contexte, le ministre a souligné l'engagement de l'État à encourager les chercheurs et les scientifiques à développer des solutions concrètes et efficaces, appelant l'ensemble des acteurs à unir leurs efforts pour atteindre les objectifs du développement durable dans le domaine du transport maritime. Il a, par ailleurs, salué les résultats positifs enregistrés dans les ports algériens, notamment la réduction du temps d'attente des navires dans les zones portuaires. À cette occasion, M. Sayoud a exprimé ses remerciements à toutes les institutions, aux experts et aux cadres nationaux ayant contribué au développement du secteur portuaire, appelant à la poursuite des efforts pour préserver l'environnement et renforcer la compétitivité des



ports algériens. À travers sa participation, la Société Portuaire d'Annaba a réaffirmé son engagement à soutenir les orientations nationales visant l'adoption des énergies alternatives et des technologies écologiques, tout en contribuant activement à la concrétisation des objectifs du développement durable dans le secteur maritime et portuaire. Cette journée d'étude a également été marquée par l'organisation d'un atelier de travail réunissant les représentants des différentes

parties participantes. Cet atelier a été animé par le directeur général de la Société Portuaire d'Annaba, M. Ali Boulaaras, et consacré à l'élaboration d'une feuille de route visant la réduction des émissions de carbone au niveau des ports nationaux. Le document issu de ces travaux sera ultérieurement soumis au ministère de tutelle en tant que proposition opérationnelle destinée à accélérer la mise en œuvre du processus de décarbonation dans le secteur du transport maritime et des ports.

Installation de la commission locale chargée de la stratégie de numérisation à l'Université Badji Mokhtar d'Annaba



S.F

Sous la supervision du recteur de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, le professeur Mohamed Manea, la commission locale chargée du renforcement de la numérisation de l'université a été officiellement installée avant-hier, en présence des

vice-recteurs et des membres de ladite commission. Cette commission est présidée par le professeur Samir Benmoussa, doyen de la Faculté de Technologie. Elle est chargée d'élaborer, de superviser et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de numérisation de l'Université d'Annaba

pour la période 2026-2030, conformément à la stratégie nationale définie par la commission nationale de la transformation numérique, garantissant ainsi l'alignement avec les orientations nationales dans ce domaine stratégique. La mise en place de cette commission s'inscrit dans

la volonté de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba de renforcer son engagement dans le processus de transformation numérique, en vue de construire une université moderne, innovante et en phase avec les évolutions technologiques contemporaines. À travers cette initiative,

l'établissement ambitionne d'améliorer la qualité des services pédagogiques et administratifs, de moderniser les méthodes de gestion et de favoriser l'intégration des technologies numériques dans les différents domaines de la formation, de la recherche et de la gouvernance universitaire.

ANNABA / 10ÈME SÛRETÉ URBAINE : Démantèlement d'un réseau impliqué dans des agressions et vols contre des citoyens

Imen.B
Les services de la sûreté nationale poursuivent, avec la même détermination, leurs efforts visant à lutter contre toutes les formes de criminalité. Dans ce cadre, les éléments de la 10^e sûreté urbaine ont procédé à l'arrestation de deux frères, suspectés d'être impliqués dans plusieurs affaires de vols et d'agressions ayant ciblé des citoyens dans différents quartiers. L'affaire fait suite à l'exploitation d'informations faisant état de

l'implication des deux mis en cause dans une série d'agressions perpétrées contre des passants. Immédiatement, les services compétents ont mis en place un plan d'intervention rigoureux qui a permis d'identifier, localiser et interpellier les suspects. L'opération s'est soldée par leur arrestation pour des faits de vol avec violence et recel d'objets volés. Un téléphone portable, objet d'un vol, a été récupéré lors de l'intervention. Les enquêteurs ont établi des dossiers judiciaires distincts pour chacun des deux

frères. Le premier est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, notamment vol à l'intérieur d'un domicile, tentative de vol suivie de dégradation volontaire de biens d'autrui par jets de pierres, vol d'un téléphone portable à l'intérieur d'un véhicule ainsi que vol de divers objets à l'intérieur d'un véhicule. Le second est quant à lui impliqué dans des affaires de vol à l'arraché en flagrant délit, ainsi que pour détention de substances psychotropes. Les deux suspects ont été présentés



devant les autorités judiciaires territorialement compétentes, tandis que les services de sécurité réaffirment leur engagement constant à assurer la protection

des citoyens et de leurs biens, et à poursuivre sans relâche toute personne impliquée dans des actes portant atteinte à l'ordre public.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUDA BENMOSTEFA" : Journée de sensibilisation sur le diabète et le jeûne du mois sacré de ramadhan

Imen.B
Dans le cadre des campagnes de sensibilisation et d'information, l'Établissement Public de Santé de Proximité (EPSP) de Berrahal, relevant de la circonscription administrative Benaouda Benmostefa, a organisé, hier, une journée

de sensibilisation au niveau de la polyclinique "Ahmed Meknani", située à Kharaza. Cette initiative a été dédiée aux patients diabétiques, avec pour objectif de les informer et de les accompagner sur la relation entre le diabète et le jeûne durant le mois sacré de Ramadhan. Les équipes médicales ont mis

l'accent sur l'importance du suivi médical préalable, l'adaptation éventuelle du traitement, le respect d'un régime alimentaire équilibré ainsi que la surveillance régulière de la glycémie afin d'éviter les complications liées à l'hypoglycémie ou à l'hyperglycémie. Les professionnels de santé ont

également prodigué des conseils pratiques concernant les habitudes alimentaires à adopter entre l'iftar et le S'hour, l'importance de l'hydratation et la nécessité de consulter un médecin avant de prendre la décision de jeûner, notamment pour les patients présentant des complications ou un diabète

déséquilibré. Cette campagne de sensibilisation se poursuivra tout au long du mois sacré de Ramadhan, dans le but de renforcer la prévention, promouvoir l'éducation thérapeutique et garantir un accompagnement optimal des patients diabétiques durant cette période particulière.



ANNABA / UNIVERSITÉ BADJI MOKHTAR : Organisation d'une journée de sensibilisation autour de la décision 008 modifiant et complétant la décision 1275

S.F
Sous l'orientation du recteur de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, le professeur Mohamed Menaâ, une journée de sensibilisation consacrée à la décision 008 modifiant et complétant la décision ministérielle 1275 a été organisée au profit des commissions d'évaluation au niveau des facultés. Cette rencontre a été initiée par la cellule d'orientation et de suivi, présidée par le professeur Redha Jaouahdou, vice-recteur

chargé de la pédagogie, avec la participation de plusieurs responsables des structures d'appui à l'innovation et à l'entrepreneuriat universitaire. Ont notamment pris part à cette rencontre la docteure Hala Deghmane, directrice de l'incubateur universitaire, la docteure Sara Daas, directrice de la Maison de l'Intelligence Artificielle, la docteure Soussen Chernine, directrice du Centre d'appui à la technologie et à l'innovation, ainsi que le professeur Abderrahmane Benouareth, directeur du



Centre de développement de l'entrepreneuriat. Les travaux de cette journée ont été marqués par la présentation du référentiel d'évaluation, accompagnée de discussions autour des projets portés par les étudiants ainsi que des mécanismes d'évaluation

adoptés. Cette démarche vise à garantir l'égalité des chances et la transparence dans l'évaluation des différents projets entrepreneuriaux. Les intervenants ont également mis l'accent sur l'importance d'encourager les étudiants à s'inscrire dans le cadre de la décision 1275, qui promeut l'esprit entrepreneurial en milieu universitaire, tout en soulignant le rôle central des enseignants encadreurs dans la réussite de cette orientation stratégique. Dans son allocution de clôture, le professeur Redha Jaouahdou

a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts afin d'atteindre l'objectif fixé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, visant à intégrer 80 % des étudiants dans le dispositif prévu par la décision 1275. La rencontre s'est achevée par un débat élargi réunissant les enseignants membres des commissions d'évaluation ainsi que les vice-doyens chargés de la pédagogie, permettant d'échanger autour des meilleures pratiques et des perspectives de mise en œuvre de ce programme.

ANNABA / UNIVERSITÉ BADJI MOKHTAR : Réunion pour la mise en œuvre du système de management de la qualité selon la référence ISO 9001:2015

S.F
Sous la supervision du recteur de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, le professeur Mohamed Manea, une réunion de travail s'est tenue, mardi passé, dans le cadre de la mise en œuvre du système de management de la qualité conformément à la norme ISO

9001:2015. Cette initiative s'inscrit dans l'application des orientations du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique visant à promouvoir la culture de la qualité au sein des établissements universitaires. Cette rencontre a réuni les membres du comité de pilotage ainsi que les responsables de

l'assurance qualité, dans une démarche structurée visant à clarifier les rôles et responsabilités de chaque intervenant, à définir les principales étapes du plan d'action et à garantir une coordination efficace des différentes activités liées à la mise en œuvre du système qualité. Les travaux ont permis de mettre l'accent sur la nécessité d'assurer

la conformité du système de management de la qualité et de promouvoir l'amélioration continue des pratiques pédagogiques et administratives, en adéquation avec les exigences de la norme ISO 9001:2015. Les participants ont souligné que l'implication active de l'ensemble des acteurs universitaires constitue un levier essentiel pour la réussite

de cette démarche institutionnelle stratégique. À travers cette initiative, l'Université Badji Mokhtar d'Annaba confirme son engagement en faveur de la modernisation de la gouvernance universitaire et du renforcement de la performance académique et administrative, dans une optique d'excellence et de qualité durable.

TRANSPORTS :

Un projet de loi-cadre devant permettre d'utiliser l'argent des autoroutes pour financer la rénovation ferroviaire présenté mercredi

Les transports constituent le principal secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, pesant en 2024 pour 32 % des émissions du pays, selon le monde fr.

Remplacer des rails, élargir un canal, réparer un pont : le projet de loi-cadre sur les transports présenté mercredi 11 février en conseil des ministres doit permettre de piocher dans la manne autoroutière pour financer la rénovation d'infrastructures délaissées depuis des décennies. Sur fond de disette budgétaire et d'une soif renouvelée pour le train chez les voyageurs, le projet est très attendu par les régions.

Plus consensuel que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), également présentée cette semaine après plus de trois ans d'attente, ce texte est porté par le ministre des transports, Philippe Tabarot. Mais il n'a pas été cité dimanche dans le catalogue des priorités décliné par Sébastien Lecornu dans son interview à la presse quotidienne régionale.

Pour ses promoteurs, cette loi, qui devait initialement être accompagnée d'une loi de programmation pluriannuelle, doit servir à remplir les objectifs climatiques de la France en favorisant des modes de transport



décarbonés.

Les transports constituent le principal secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, pesant en 2024 pour 32 % des émissions du pays, rappelle l'exposé des motifs de la loi. Mais elle doit surtout servir à financer l'entretien et la rénovation des infrastructures dégradées par le vieillissement, les inondations, la sécheresse, et un sous-investissement chronique dans le réseau ferré traditionnel entre 1980 et 2010.

60 milliards d'euros

Objectifs tristement rappelés par la collision meurtrière qui a fait 46 morts en janvier en Espagne, alors que les premiers éléments de l'enquête pointent du doigt la rupture d'un rail avant l'accident. L'Autorité de régulation des transports (ART)

a souligné mardi que près de 2 600 kilomètres de voies du réseau ferré structurant (les 17 000 kilomètres qui concentrent 90 % du trafic ferroviaire) avaient déjà atteint leur durée de vie théorique fin 2023.

La « dette grise », c'est-à-dire le besoin de financement pour compenser ce sous-investissement récurrent, est estimée à « 60 milliards d'euros » pour le ferroviaire. C'est le « coût de l'inaction passée », souligne le rapport issu de la vaste concertation « Ambition France Transports » réunie à l'été 2025 par le gouvernement Bayrou, qui a dégagé un certain consensus transpartisan sur le sujet. Entre 2026 et 2031, le besoin d'investissement est estimé à quelque 3 milliards d'euros supplémentaires par an pour mettre à niveau les infrastructures

nationales.

Le texte de la loi-cadre compte 19 articles. Il prévoit qu'une partie des recettes issues des concessions autoroutières arrivant à échéance à partir de 2031 soit consacrée au financement de toutes les infrastructures de transport.

Il envisage aussi l'indexation automatique des tarifs des transports en commun sur l'inflation afin d'augmenter la participation des usagers au financement des gigantesques travaux à prévoir sur les réseaux.

Développer le trafic fluvial

Mesure à laquelle l'association UFC-Que choisir s'oppose en demandant que les décisions de hausses de tarif « restent entre les mains des collectivités locales ».

Une indexation automatique conduirait « à des hausses quasi systématiques des billets et abonnements indépendamment des réalités locales, du pouvoir d'achat des ménages ou de la qualité du service rendu », a-t-elle critiqué mardi.

La loi vise aussi à développer le trafic fluvial de fret et le déploiement d'infrastructures de recharge électrique sur les autoroutes. Pour renforcer la sécurité des transports scolaires

après la mort d'une adolescente dans un accident en janvier 2005, elle prévoit le renforcement des dépistages de consommation de produits stupéfiants effectués par les employeurs.

Un assouplissement des péages ferroviaires « prenant en compte les enjeux d'aménagement du territoire » est aussi au programme, et la Société des Grands Projets (SGP, ex-Société du Grand Paris) doit recevoir des missions étendues pour gérer le développement des réseaux de services express régionaux métropolitains (SERM) annoncés par Emmanuel Macron.

Par ailleurs, l'article 8 du texte vise à assurer aux passagers la garantie d'arriver à destination quel que soit l'opérateur ferroviaire qui le prend en charge. « Cet article, c'est l'effet boomerang de l'ouverture à la concurrence », juge Pierre Plaindoux, expert transports au cabinet conseil MC2I.

Dans son avis sur le texte, le Conseil économique social et environnemental (CESE) s'est alarmé, de son côté, de « l'absence de vision sur le droit à la mobilité des populations en territoires peu denses et le risque de sacrifice de la desserte fine du territoire ».

Aux Etats-Unis, la politisation de la sécurité intérieure, axe majeur de l'administration Trump

Au nom de la lutte contre les « ennemis de l'intérieur », migrants illégaux ou militants dits « de la gauche radicale », les méthodes des agents fédéraux se sont durcies et les purges se sont multipliées. Le gouvernement met en avant une chute spectaculaire de la criminalité, selon le monde fr.

Sa voix est lasse, empreinte de pudeur. Luke Ganger a pris place dans une salle du Capitole, le 3 février, pour parler de sa sœur, Renee Good, connue dorénavant du pays entier comme une victime des agents fédéraux,

abattue au volant de sa voiture par un membre de l'ICE à Minneapolis (Minnesota), le 7 janvier. L'ICE (Immigration and Customs Enforcement), l'agence qui traque les clandestins, est devenue l'incarnation redoutée et décriée de la politique migratoire de Donald Trump.

Devant un forum rassemblant des élus démocrates, Luke Ganger est venu parler des « scènes complètement surréalistes » qui ont animé les rues de sa ville pendant des semaines. « Ce n'est pas juste une question d'un mauvais jour ou d'une

semaine difficile ou d'incidents isolés. Ces rencontres avec des agents fédéraux changent la communauté et changent de nombreuses vies, dont les nôtres, à jamais. »

La mort de Renee Good et celle d'Alex Pretti, le 24 janvier, ont illustré l'approche pyromane adoptée par le département de la sécurité intérieure (DHS) à Minneapolis. Près de 3 000 agents ont été déployés, sans coordination avec les autorités locales. Masqués, dépourvus de signe d'identification, à bord de voitures banalisées,



ils ont multiplié les violations des procédures élémentaires d'intervention. L'usage inconsidéré d'armes à feu est évident. L'abus de perquisitions

administratives à domicile – ne nécessitant pas le feu vert d'un juge – semble porter atteinte au quatrième amendement de la Constitution.

La stratégie nationale sur l'alimentation enfin publiée, l'exécutif appelle à « une limitation » de la consommation de viande

Attendu depuis plus de deux ans, ce document censé définir l'action du gouvernement d'ici à 2030 pour une alimentation saine et moins émettrice de gaz à effet de serre était source de controverses, selon le monde fr

La stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc), un document source de controverses attendu depuis plus de deux ans et publié mercredi 11 février, préconise « une limitation

de la consommation de viande et de charcuterie », et non une réduction. Il prône, en revanche, de « réduire la consommation de viande importée », selon ce document conjoint publié par les ministères de l'agriculture, de la transition écologique et de la santé.

Parmi les objectifs affichés figure « une évolution progressive vers des régimes alimentaires conformes aux repères du PNNS [le programme national nutrition santé] ». A savoir, « une augmentation de la

consommation de fruits et légumes, de légumineuses, de fruits à coque et de céréales complètes, une consommation suffisante et limitée de poisson et de produits laitiers et une limitation de la consommation de viande et de charcuterie et réduire la consommation de viande importée ».

« Limitation » vs « réduction »

Censée définir l'action du gouvernement d'ici à 2030 pour une alimentation saine et moins émettrice de gaz à effet de serre,

cette stratégie est issue de la convention citoyenne sur le climat et de la loi Climat et résilience, qui a suivi en 2021. Elle aurait dû être présentée avant juillet 2023, mais a connu plusieurs péripéties.

L'alimentation représente près d'un quart de l'empreinte carbone des Français, dont 61 % issus des « produits d'origine animale ». Or, les négociations ont été particulièrement âpres sur la formulation concernant la consommation de viande.

Le terme de « limitation » dans la consommation de viande est souvent employé au ministère de l'agriculture. Le mot « réduction » figurait dans le projet initial et était défendu par le ministère de la transition écologique. Ce remplacement avait déjà entraîné un premier blocage en septembre de la publication de la stratégie par Matignon, qui souhaitait remplacer l'idée de réduction par « une consommation de viande équilibrée ».

NAUFRAGE D'UN FERRY AUX PHILIPPINES :
Le bilan s'alourdit à 52 morts ; la surcharge en cause, selon le ministre des transports

A lors que les recherches se poursuivent, l'enquête met en lumière de graves manquements aux règles de sécurité et relance le débat sur la corruption dans le secteur maritime philippin, selon le monde fr.

Le corps d'une femme, repêché mercredi 11 février par des plongeurs, porte à 52 morts le bilan du naufrage à la fin de janvier d'un ferry transportant plus de 350 personnes, ont annoncé les autorités, ajoutant que l'engin était « possiblement surchargé ».

Le Trisha-Kerstin-3 transportait au moins 368 passagers et membres d'équipage quand il a coulé, tôt le 26 janvier, au large de Mindanao, dans le sud-ouest des Philippines. « L'une des causes possibles du naufrage du navire est la surcharge et la

surcapacité », a déclaré mercredi Giovanni Lopez, ministre des transports de l'archipel, lors d'une conférence de presse.

Il a invoqué de multiples violations des règles de sécurité et annoncé des poursuites administratives contre la compagnie, Aleson Shipping Lines, dont l'incendie d'un précédent bateau, en 2023, sur la même liaison, avait causé la mort de 31 passagers.

L'enquête sur le naufrage a notamment révélé que, contrairement à ce qu'impose la loi, les camions et motos à bord du ferry n'étaient pas pesés et « il est possible que la cargaison se soit déplacée (...) à l'intérieur du navire », a rapporté M. Lopez.

Reiniel Pascual, enquêteur pour l'autorité maritime du pays, a confirmé, de son côté, que les passagers n'avaient reçu aucune

instruction de l'équipage lorsque le navire a commencé à gîter.

Actes de corruption

Aquino Sajili, un avocat qui a survécu au naufrage, a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) qu'il s'attendait à ce que les plongeurs qui fouillent actuellement le navire reposant à environ 76 mètres de profondeur découvrent d'autres corps.

Un autre survivant, M. Sajili, a dit à l'AFP souhaiter que la licence d'Aleson Shipping Lines lui soit « entièrement retirée ».

La compagnie n'a pas répondu aux appels de l'AFP.

Cet accident a également soulevé des questions sur de possibles actes de corruption, a déclaré M. Lopez, et des membres des gardes-côtes et de l'autorité maritime philippine chargés d'autoriser les navires à quitter le port font l'objet d'une enquête.



L'histoire des Philippines est jalonnée de catastrophes meurtrières impliquant des bateaux empruntés par des millions de personnes pour relier ses plus de 7 000 îles.

Le 21 décembre 1987, le ferry Doña-Paz était entré en collision aux Philippines avec un pétrolier, faisant plus de 4 300 morts.

Cette tragédie est à ce jour le pire

accident maritime de l'histoire en temps de paix.

Plus récemment, en 2015, le Kim-Nirvana chavirait peu après son départ, faisant 61 morts dans le centre des Philippines. Le naufrage du ferry, qui transportait plusieurs tonnes de ciment, riz et engrais, avait vraisemblablement été causé par un excès de charge.

A Madagascar, le cyclone Gezani cause la mort d'au moins neuf personnes

« C'est le chaos total, 90% des toits des maisons se sont envolés, tout ou en partie », décrit un responsable régional de l'ONG Action contre la Faim, Rija Randrinarisoa, selon le monde fr.

Au moins neuf personnes sont mortes lors du passage du cyclone Gezani à Madagascar, selon un premier bilan des autorités malgaches, qui font aussi état de 19 blessés, mercredi 11 février.

Après avoir frappé de plein fouet la deuxième ville du pays, Toamasina, mardi soir avec des rafales soufflant à 250 km/h, le système s'est nettement affaibli en

touchant terre, mais continue de traverser l'île d'est en ouest, causant des risques d'inondations.

Les neuf morts recensées par le Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNRGC) sont survenues « dans la région d'atterrissage du cyclone » et « suite à des effondrements de maison ».

Des vidéos partagées par la présidence montrent le nouvel homme fort du pays, le colonel Michaël Randrianirina, pataugeant dans les rues inondées de la cité portuaire. Il s'était rendu préventivement à Toamasina, également appelée Tamatave

— son nom sous la colonisation française — pour témoigner son soutien à la population, quatre mois après la prise de pouvoir des militaires.

Sur les images, cette ville verdoyante, comptant près de 400 000 habitants, apparaît défigurée, ses rues jonchées de centaines d'arbres arrachés par les vents les plus violents du cyclone, dont l'œil a directement touché la ville.

« Le chaos total »

Une vidéo aérienne partagée par le BNGRC montre des toits de tôle éventrés à perte de vue et les palmiers de l'avenue de l'Indépendance renversés comme de simples

allumettes. « C'est le chaos total, 90% des toits des maisons se sont envolés, tout ou en partie », décrit à l'Agence France-Presse un responsable régional de l'ONG Action contre la faim, Rija Randrinarisoa. « Les routes sont totalement inaccessibles, du fait des arbres au sol, des tôles. Les voitures ne peuvent pas circuler. »

Le centre météorologique régional spécialiste des cyclones de l'île française de La Réunion a évoqué dans son bulletin « l'un des impacts directs les plus intenses de l'ère satellitaire sur le secteur

de Tamatave, rivalisant probablement avec Geraldade ». En février 1994, ce cyclone avait fait au moins 200 morts et 500 000 sinistrés.

Gezani devrait regagner en intensité en rejoignant le canal du Mozambique et retrouver alors le stade de cyclone, d'après les prévisions du CMRS. Il pourrait frapper à partir de vendredi soir le sud de ce pays d'Afrique australe, déjà sinistré par d'impressionnantes inondations depuis le début de l'année.

La tempête Nils en approche ; treize départements d'une large façade ouest placés en vigilance orange aux crues

Il s'agit du Morbihan, de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Vendée, des Deux-Sèvres, de la Vienne, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Haute-Vienne, de la Dordogne, de la Corrèze, de la Haute-Garonne et de l'Ariège, selon le monde fr.

En attendant l'arrivée de la tempête Nils sur la France, mercredi 11 février en soirée, des tronçons de cours d'eau se trouvent déjà placés par Météo-

France en vigilance orange aux crues dans 13 départements d'une large façade ouest.

Les départements concernés sont le Morbihan, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Vendée, les Deux-Sèvres, la Vienne, la Charente-Maritime, la Charente, la Haute-Vienne, la Dordogne, la Corrèze, l'Ariège et la Haute-Garonne.

Le service Vigicrues met en garde contre un « risque de crue génératrice de débordements

importants », alors que de fortes précipitations ont été observées ces derniers jours sur des sols déjà gorgés d'eau, et que de nouvelles perturbations s'annoncent.

« Des épisodes pluvieux importants se succèdent depuis plusieurs semaines en France. La Bretagne a été particulièrement touchée et continue de l'être. C'est maintenant une large moitié ouest du pays qui est concernée par ces pluies qui entraînent une

élévation du niveau des rivières », a prévenu le ministère de la transition écologique dans un communiqué mardi soir.

« A ce jour, une quarantaine de départements sont concernés par des crues en cours ou à venir dans les prochaines vingt-quatre heures », entre ceux en vigilance orange et ceux en vigilance jaune, a-t-il précisé. « L'épisode de crues est important, durable et généralisé à une grande partie du territoire national », insiste

le ministère, mettant en garde contre des « débordements importants » et une situation « fortement évolutive ».

Alors que les précipitations vont se poursuivre « de manière continue » tout au long de la semaine, les autorités prévoient que d'autres cours d'eau et départements « pourront être concernés » à leur tour par les crues, « notamment dans un large quart sud-ouest du pays ».

EN :
Costa Rica et l’Uruguay en mars en Italie ou en Espagne,
les Pays-Bas début juin à Amsterdam



La sélection nationale algérienne avance à grands pas vers le Mondial 2026 et commence à dessiner son calendrier de préparation. La Fédération algérienne de football (FAF) a acté trois rencontres, tandis qu’un quatrième test est encore en négociation, afin de peaufiner les automatismes et tester l’effectif avant la grande échéance. Lors de la prochaine fenêtre internationale de mars, les Verts affronteront le Costa Rica, le 26 ou le 27 mars et l’Uruguay le 31 mars. Ces deux rencontres se joueront en Europe, soit en Italie, soit en Espagne, l’Angleterre ayant décliné l’accueil des deux joutes. Ces matchs permettront à l’équipe dirigée par Vladimir Petkovic d’affiner son organisation et d’évaluer différents scénarios tactiques face à ces deux adversaires. Début juin, la sélection algérienne disputera une nouvelle rencontre de haut niveau contre les Pays-Bas, à Amsterdam, pour continuer à préparer ses joueurs aux exigences du Mondial. Enfin, le programme de préparation devrait se conclure par un quatrième test aux États-Unis, contre une équipe déjà qualifiée pour la Coupe du monde. À ce jour, l’identité de cet adversaire reste confidentielle, les discussions étant encore en cours, mais ce match s’annonce déjà comme un ultime examen avant le début officiel de la compétition.

Ilan Kebbal met les choses au clair sur son avenir au Paris FC

Indispensable sous les couleurs du Paris FC, le milieu offensif algérien Ilan Kebbal a profité d’une intervention médiatique pour trancher concernant son avenir immédiat. Courtisé, le «maestro» parisien a choisi la stabilité.
Une porte fermée pour cet hiver
Alors que son nom a circulé dans plusieurs dossiers lors du dernier mercato hivernal, Ilan Kebbal a tenu à rassurer les supporters du PFC. Pour le joueur formé à Reims, un départ en cours de saison n’a jamais été à l’ordre du jour. Interrogé au micro de RMC, l’Algérien a été on ne peut plus limpide sur sa position et celle de ses dirigeants : «Il n’y a pas eu de discussions parce qu’on savait avec le club que c’était fermé. Moi, je voulais finir la saison au Paris FC, essayer de maintenir ce club-là», a-t-il déclaré avec franchise.
La reconnaissance du cœur
Si Kebbal a décidé de poursuivre l’aventure dans la capitale française, c’est avant tout par loyauté envers une institution qui lui a permis de

retrouver son meilleur niveau et de s’épanouir sur le terrain. Très attaché au club, il n’a pas caché sa gratitude : «C’est un club qui m’a tout donné. Je suis très bien au Paris FC». Une déclaration qui souligne l’état d’esprit exemplaire d’un joueur qui veut porter le projet parisien jusqu’au bout de l’exercice actuel.
Un rendez-vous pris pour l’été
Toutefois, si la porte est verrouillée pour le moment, elle pourrait s’entrouvrir lors de la prochaine intersaison. Conscient de sa cote sur le marché et de ses ambitions, le talentueux gaucher n’exclut aucun scénario pour la suite de sa carrière : «On verra cet été. On se posera tous ensemble pour voir», a-t-il ajouté. Alors que les supporters de l’Équipe Nationale suivent de près ses performances, une montée en puissance ou un futur transfert vers l’élite européenne pourrait permettre à Kebbal de postuler plus sérieusement à une place durable chez les Verts. Pour l’heure, l’objectif est clair : briller avec le Paris FC et finir la saison en beauté.



OM, Brighton, Sassuolo, Shakhtar... comment Roberto De Zerbi a quitté ses précédents clubs



Arrivé à Marseille avec l'étiquette de tacticien visionnaire, Roberto De Zerbi quitte l'OM dans la tourmente. Une fin chaotique qui tranche par son intensité, mais qui s'inscrit aussi dans une carrière jalonnée de départs rarement ordinaires.

Il est 3 heures du matin passé quand le communiqué tombe. L'Olympique de Marseille annonce, dans une sobriété presque clinique, la fin de sa collaboration avec Roberto De Zerbi « d'un commun accord ». La formule est devenue un classique du football moderne, un vernis diplomatique qui masque souvent une réalité plus brutale. En l'occurrence, le timing, en pleine nuit, et le contexte, trois jours après l'humiliation (5-0) au Parc des Princes face au PSG, racontent autre chose qu'une séparation apaisée. Arrivé à l'été 2024 dans un emballement général, volé au nez et à la barbe des grandes écuries européennes et présenté comme « un tacticien incroyable à qui il faudra donner les armes », l'Italien quitte la Canebière dix-huit mois plus tard par une porte nocturne dérobée. Entre investissements massifs, ambitions européennes retrouvées et désillusions en série, son passage à Marseille se referme sur un sentiment d'inachevé et de gâchis, presque brutal au regard des promesses initiales et du statut international dont il jouit en Italie et en Angleterre. Car l'histoire marseillaise de De Zerbi est celle d'un grand huit émotionnel.

Tout avait pourtant commencé fort avec un (5-1) éclatant à Brest, un jeu ambitieux, une deuxième place arrachée au terme de la première saison et le retour en Ligue des Champions. L'OM avait mis les moyens avec près de 90 M€ à l'été

2024, encore 95 M€ en 2025, pour épouser la vision exigeante de son coach. Mais derrière les victoires marquantes, les fissures apparaissent déjà avec des défaites surprenantes contre Strasbourg ou Auxerre, relâchements inexplicables, incapacité à stabiliser une défense pourtant renforcée. La saison suivante, malgré une série de cinq victoires en septembre et un OM leader confiant, tout a progressivement déraillé avec des expulsions décisives en Europe, une élimination sèche de la phase de championnat à Bruges, des tensions internes, des bagarres entre cadres et un message qui ne passe plus. Déjà tenté de plier bagage en janvier, Roberto De Zerbi, combatif en façade, laissait filtrer son étonnement face au comportement de certains joueurs de son équipe qu'il disait ne « plus comprendre ». Le nul contre le Paris FC puis la gifle au Parc ont précipité une décision mûrie en coulisses. Officiellement amiable, officieusement inévitable. Ce n'est pourtant pas la première fin agitée dans la carrière du technicien italien.

Des licenciements masqués ? Pour comprendre ces fins de cycle, il faut remonter à Foggia, là où tout commence vraiment. En 2014, Roberto De Zerbi reprend le club en Lega Pro, en pleine reconstruction. Il impose déjà ses idées de relance courte, de maîtrise du ballon, dans un contexte de troisième division italienne peu habitué à ce raffinement tactique. Foggia monte en Serie B en 2017 et développe un football salué pour sa modernité. Mais les difficultés financières du club plombent la dynamique. Malgré le maintien sportif acquis sur le terrain, Foggia est rétrogradé

administrativement. De Zerbi quitte alors le navire dans un climat d'injustice plus que de conflit. Cette première séparation marque un trait constant, celui de sa capacité à survivre aux turbulences sportives, mais pas aux structures instables. À Palerme, en 2016, sa première grande exposition en Serie A s'était soldée par un licenciement sec après une série noire de sept défaites consécutives. Deux mois, pas plus. La rupture avait déjà été abrupte, mais davantage sportive que politique. Dans un club instable, réputé pour son impatience chronique, le jeune entraîneur n'avait pas eu le temps d'imposer ses idées. À Benevento, l'année suivante, le scénario fut différent mais tout aussi cruel. Nommé pour tenter de sauver le promu, De Zerbi avait insufflé du jeu et du courage à une équipe condamnée par son manque d'expérience. La relégation était inévitable et la séparation actée en fin de saison, sans fracas, mais sans miracle non plus. Ces deux expériences ont forgé sa réputation d'idéaliste, parfois en avance sur les moyens de ses équipes, souvent fidèle à ses principes même lorsque le contexte l'étrangle. Là encore, pas de crise institutionnelle majeure, mais des dynamiques sportives négatives et des directions qui choisissent de couper court avant l'enlisement, comme un dialogue qui ne passe pas plus sans réelle explication. À Sassuolo, en revanche, la fin eut une autre tonalité. Trois saisons pleines, une identité de jeu saluée dans toute l'Italie, une équipe capable de rivaliser avec les cadors sur des séquences de possession maîtrisée. C'est là que De Zerbi s'est affirmé comme l'un des entraîneurs les plus stimulants de sa génération. Lorsqu'il annonce son départ

en mai 2021, ce n'est ni un licenciement ni une rupture conflictuelle. Il explique avoir atteint le maximum possible avec les ressources du club. Le discours est posé, presque philosophique. Un cycle se termine, il faut un nouveau défi. L'entraîneur lombard a quitté le navire neroverdo en laissant une empreinte claire et une relation saine avec sa direction. Rien à voir avec la brutalité de Palerme. Pas de clash public, mais une séparation réfléchie, presque naturelle, même si certains évoquent des divergences stratégiques sur l'ambition du club et la capacité à franchir un palier européen. Au Shakhtar Donetsk, l'histoire est brutalement interrompue par l'invasion de l'Ukraine en 2022. Roberto De Zerbi reste plusieurs semaines sur place avec ses joueurs étrangers avant de quitter le pays dans un contexte dramatique, salué pour son attitude. À Brighton, en revanche, la fin avait été plus politique. Après avoir succédé à Graham Potter avec brio et qualifié le club en Europe, il quitte les Seagulls d'un commun accord à l'issue de la saison 2023-2024. Officiellement, des divergences sur la stratégie de recrutement et la vision à long terme. Déjà, le terme « accord mutuel » masquait des tensions réelles avec la direction anglaise. Au fond, Roberto De Zerbi ne quitte jamais un club dans la neutralité. Soit le contexte s'effondre autour de lui, comme à Foggia ou au Shakhtar, où des éléments extérieurs rendent la continuité impossible. Soit les résultats deviennent trop lourds à porter, comme à Palerme, et désormais à Marseille. Soit il estime avoir atteint la limite structurelle du projet, comme à Sassuolo ou à

Brighton, préférant partir avant l'usure. Mais son départ de l'OM est différent, car il concentre un peu de chacune de ces fins précédentes, tout en les poussant à un degré supérieur de chaos. Il y a la crise sportive et la spirale négative des résultats, comme à Palerme. Il y a le sentiment d'un environnement devenu instable, traversé par des tensions internes, comme à Foggia. Il y a aussi cette impression d'un désalignement stratégique progressif avec la direction et certains cadres, rappelant Brighton. Et pourtant, à Marseille, tout s'est entremêlé en même temps. Jamais auparavant une séparation de De Zerbi n'avait cumulé autant de paramètres contradictoires avec des investissements massifs, des ambitions affichées, un retour en Ligue des Champions, puis un effondrement public symbolisé par une humiliation dans le Classique. Le communiqué nocturne, la brutalité du timing, l'image d'un entraîneur qui semblait encore vouloir se battre quelques heures plus tôt, donnent à cette fin une dimension presque irréaliste. Ce n'est ni un simple licenciement sportif, ni une divergence stratégique polie, ni un départ dicté par des circonstances extérieures. C'est un mélange explosif des trois. À l'OM, la rupture a atteint un niveau de tension médiatique, émotionnelle et institutionnelle inédite dans sa carrière. Elle ne ressemble pas aux autres parce qu'elle les contient toutes. Elle est à la fois logique au regard de la dynamique et spectaculaire dans sa mise en scène. Chez De Zerbi, les départs sont rarement tièdes. Mais celui de Marseille restera sans doute comme le plus mouvementé, le plus chaotique et le plus singulier d'une trajectoire qui n'a jamais su choisir la voie de la tranquillité.



FaceTime sur Android avec le Pixel 10a ? Google brouille les pistes

Sur la page de présentation du Pixel 10a, Google semble vouloir jouer avec les mots. Le géant de Mountain View affirme que son nouveau smartphone peut fonctionner avec le service d'appel vidéo d'Apple FaceTime. Mais attention, ce n'est pas vraiment ce que vous pensez. Une fausse promesse

La page officielle du Google Store dédiée au Pixel 10a, dont les précommandes débuteront le 18 février 2026, comporte une section destinée aux utilisateurs d'iPhone qui envisagent de passer sur Android. Google y liste plusieurs arguments de migration, notamment la compatibilité RCS pour les messages et la possibilité de transférer ses données avant réception du téléphone. Google rappelle aussi les travaux de compatibilité menés sur QuickShare pour fonctionner avec Apple AirDrop, une technologie pour l'heure

exclusivement réservée aux terminaux de la gamme Pixel 10. Et puis, il y a cette formulation, qui nous semble problématique : l'entreprise affirme que les Pixel peuvent «continuer à discuter en vidéo, même avec FaceTime». Pour les non-initiés, cette mention pourrait laisser entendre qu'une application Facetime native est bien disponible au sein du Play Store ou encore qu'un accord spécifique a été conclu entre Apple et Google pour ce téléphone. Mais non. Rien de tout ça. Comme le rapporte Android Authority, Google fait sans doute référence à une fonctionnalité déployée par Apple depuis iOS 15 en 2021 : la possibilité de rejoindre un appel FaceTime via un lien web. Cette fonction permet aux propriétaires d'appareils non Apple d'accéder à FaceTime via leur navigateur, mais uniquement en tant qu'invités. Ils ne peuvent pas initier d'appel, seulement



rejoindre une conversation lancée depuis un iPhone, un iPad ou un Mac. Et cette fonctionnalité n'est pas du tout spécifique au Pixel 10a. Tous les smartphones Android peuvent rejoindre ces appels depuis des années. Il ne s'agit pas d'une nouveauté introduite par Google, ni même d'une fonctionnalité Android à

proprement parler, mais d'une ouverture limitée décidée par Apple. D'ailleurs, contrairement à AirDrop, AirPlay, la puce NFC, l'appairage simplifié ou Siri, Facetime ne fait même pas partie des demandes d'ouverture formulées par la Commission européenne auprès d'Apple.

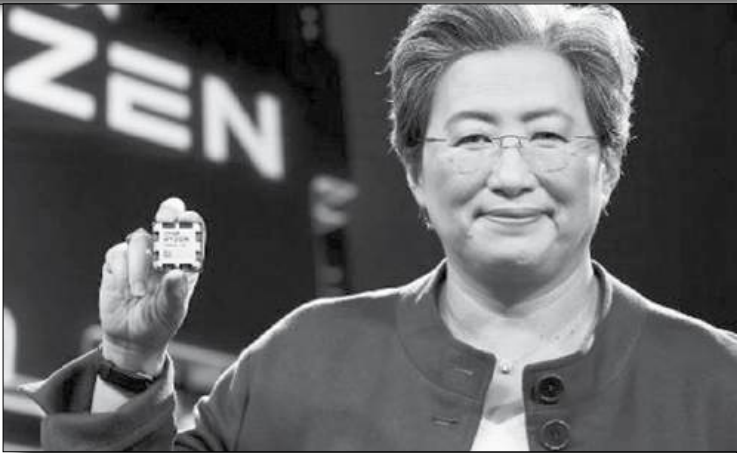
Le Ryzen 5 5600X3D est une réalité, mais pas pour tout le monde !



Un processeur de plus pour la vieillissante plateforme AM4 qu'AMD n'a donc pas oubliée malgré la sortie de sa remplaçante. Évoqué il y a quelques jours, le nouveau processeur sur support AM4 est bien une réalité. Il a été confirmé par la chaîne américaine Micro Center et ne devrait concerner personne d'autre. Un CPU dopé par ses 99 Mo de cache

Au lancement des Ryzen 7000, Lisa Su, P.-D.G. d'AMD, avait annoncé que la sortie de la nouvelle plateforme ne signifiait pas la mort du support AM4. Mais, depuis cette précision, aucun produit n'avait été annoncé. Il est maintenant question de donner un petit frère au 5800X3D.

La confirmation de ce Ryzen 5 5600X3D résonne donc comme une promesse que l'on tient à sa communauté. Pour ne rien gâcher, sur le papier cette puce a plus d'un atout à faire valoir. En premier lieu, il s'agit d'un Ryzen 5600 et il dispose donc de 6 cœurs/12 threads. Ces fréquences de fonctionnement sont certes un peu plus faibles que celles du Ryzen 5 5600X, mais à 3,3/4,4 GHz selon que ce soit de base/en boost, il est déjà rapide. Plus intéressant cependant, la partie cache combinée du 5600X3D repose sur la technologie 3D V-Cache d'AMD qui vient littéralement empiler du cache L3 afin d'en augmenter la capacité. De fait,



on se retrouve avec 3 Mo de cache L2 et 96 Mo de cache L3 quand un 5600X doit faire avec 3 + 32 Mo. Revers de la médaille, le TDP est aussi en hausse, à 105 W contre 65 W. Une exclusivité Micro Center

Tout l'intérêt de ce Ryzen 5 5600X3D réside enfin dans son prix qui s'établit à seulement 229 dollars, bien plus bas que celui du 5600X à son lancement. La donne a toutefois changé et un successeur officiel à ce dernier CPU est déjà sorti : le 7600X que l'on peut trouver autour de 250 euros.

Le 5600X3D a bien sûr pour lui de ne pas nécessiter de changer de carte mère et de pouvoir se contenter de DDR4 pour un

coût global sensiblement plus faible que celui du 7600X. A contrario, ce dernier est plus moderne avec ses cœurs Zen4 et sa prise en charge – en plus de la DDR5 donc – du PCIe Gen 5.0. Une question de philosophie en quelque sorte.

Cela dit, le choix ne devrait pas être trop difficile de notre côté de l'Atlantique, car, si l'on en croit les informations rassemblées par VideoCardz, le 5600X3D n'est pas seulement « confirmé par Micro Center », il sera aussi une exclusivité de la chaîne américaine. Nous ne devrions donc pas le voir en France. Dommage, car nous avouons une certaine curiosité quant à ses performances.

En Bref...

Le FireDrone peut traverser un mur de flammes et sa carapace permet à ses composants de résister à des températures pouvant aller jusqu'à 200 degrés. Pour y parvenir, les scientifiques qui l'ont mis au point se sont inspirés de la nature. Les sapeurs-pompiers emploient désormais des drones pour observer l'évolution des feux, et pour de nombreuses autres missions de secours. Ce que les drones ne font pas encore, c'est de se ruer à l'intérieur d'un bâtiment en proie aux flammes pour aider les soldats du feu à préparer leur intervention de façon plus efficace et en toute sécurité.

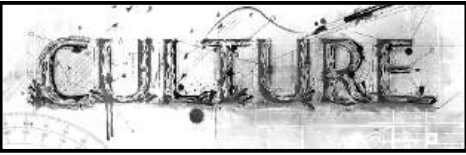
Une équipe de scientifiques de l'Imperial College de Londres et de l'institut de recherche suisse Empa a justement trouvé le moyen de créer un drone quadricoptère expérimental capable de résister aux flammes. Leur prototype FireDrone peut tenir en l'air, sans sourciller, en subissant une température allant jusqu'à 200 degrés pendant une dizaine de minutes.

Pour que l'aéronef puisse résister à ces hautes températures, les chercheurs se sont inspirés de la nature et plus précisément d'animaux comme le pingouin, le renard polaire ou encore le scarabée cracheur. Ils ont tous la capacité de pouvoir vivre à des températures extrêmes. Pour les protéger, la nature les a pourvus de fourrure, de couches de graisse ou d'autres épaisseurs de protection thermorégulatrices.

Un drone bio-inspiré

Pour protéger le cœur du drone, ils ont donc pensé à une couche d'aérogel, c'est-à-dire un matériau ultraléger ressemblant à du gel, mais dont le composant liquide est remplacé par de l'air. La structure enveloppante de cet aérogel est constituée d'une matière plastique polyimide. C'est exactement ce que la Nasa emploie pour isoler les combinaisons des astronautes. Pour plus de rigidité, les scientifiques ont également ajouté de la silice et l'ensemble est renforcé par de la fibre de verre.

Cette couche de protection vient alors isoler thermiquement l'électronique. Une « peau » extérieure constituée d'aluminium permet également de réfléchir la chaleur. L'électronique protégée comprend une batterie, un contrôleur de vol, un émetteur vidéo, un récepteur radio, et également une caméra optique, une caméra infrarouge et un capteur de CO2. Le FireDrone a déjà été testé avec succès dans un centre de formation de pompiers. Avec sa couche de protection, il pourrait aussi bien être déployé par très grand froid, alors que les drones sont normalement cloués au sol.



ONCI

"Layali Ramadhan", la scène culturelle algérienne s'illumine aux rythmes du patrimoine



Sara Boueche

Placée sous le signe évocateur « Échos de l’art et l’âme du patrimoine », la nouvelle édition du programme « Layali Ramadhan » de l’Office

national de la culture et de l’information (ONCI) s’annonce comme l’un des rendez-vous culturels majeurs du mois sacré. Véritable tradition artistique renouvelée chaque

année, cette manifestation ambitionne d’animer les soirées ramadhanesques à travers une offre riche, fédératrice et profondément ancrée dans l’identité culturelle algérienne.

Selon les organisateurs, plus de 800 artistes et musiciens prendront part à cette édition, représentant une large palette de genres musicaux adaptés à la spiritualité de Ramadhan. Le public pourra ainsi apprécier la musique andalouse et le malouf, le chaâbi, l’aïssaoua, le chant religieux, ainsi que d’autres expressions musicales puisées dans le patrimoine national.

Au-delà de la musique, le programme s’enrichit de spectacles théâtraux, soirées humoristiques, projections cinématographiques et animations dédiées aux enfants, offrant une expérience culturelle complète pour toutes les générations. Les soirées proposeront un répertoire varié de chants, de mouachahate et de pièces inspirées des valeurs spirituelles et patrimoniales du mois sacré.

Les manifestations se

dérouleront dans plusieurs espaces culturels relevant de l’ONCI, notamment la salle Atlas, Maghreb d’Oran, Yesser, Ahmed Bey de Constantine, Kherrata et le complexe culturel Abdelouahab-Salim, faisant de « Layali Ramadhan » un programme à dimension nationale.

À travers cette initiative, l’ONCI réaffirme son engagement en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine culturel algérien, tout en veillant à la transmission de cet héritage aux jeunes générations et au renforcement des valeurs d’identité et d’appartenance.

Parmi les artistes et formations attendus figurent notamment El Wasfane Dar Barnou, Fougui El Constantine, Abderrachid Segni, Dar El Bey des Aïssaoua, Nazim Lamnaouer, Anis Ben Chefra, Association Maqam, Ryad Khalfa, Rachid Boutas, Nassim El Afrah, Sabrina Bouadjadj, Manel Gherbi, Rabie Houti, Leïla Boursali, Meriem Ben Allal, Reda Doumaz, Hassiba Amrouche, Radia Ada, Abdelkader Chercham, Kamel El Kobi, Boualem Chaker,

Mehdi Tamache, Naïma Dzirira, et bien d’autres.

À noter également que la salle Atlas de Bab El Oued accueillera, le 27 février, la troisième édition du concours de lecture du Coran. Côté humour et théâtre, le public pourra découvrir le One Woman Show « Zahia » de Sabrina Korichi ainsi que le stand-up de Mohamed Khassani. Le cinéma sera aussi à l’honneur, avec des projections destinées aussi bien aux adultes qu’aux enfants.

Pensé comme un véritable espace de détente après le ftour, le programme « Layali Ramadhan » permettra aux familles de profiter de soirées conviviales, où chaque nuit se distinguera par la diversité et la qualité de son menu artistique. Une célébration où spiritualité, patrimoine et création contemporaine se rencontrent pour faire vibrer la scène culturelle nationale.

Ghana

L'hommage mondial à Ebo Taylor, légende du highlife

Depuis le décès de la légende ghanéenne du highlife Ebo Taylor, les hommages affluent de tout le Ghana et du monde entier.

Guitariiste, compositeur et chef d’orchestre décédé samedi, Ebo Taylor a joué un rôle clé dans l’évolution de la musique populaire moderne en Afrique de l’Ouest au cours de ses six décennies de carrière.

« Ce qui est magnifique, c’est qu’il ne s’est pas contenté de faire du highlife ghanéen, il a aussi fait de l’afro fusion et on peut vraiment s’identifier à lui, vous savez, aujourd’hui, comme l’un des protégés qui ont apporté l’afrobeat, vous voyez, et sa musique le montre, je veux dire, la texture, le style rythmique, les patterns de batterie vous montrent qu’il était bel et bien un créateur d’afrobeat. », a indiqué John Edmundson Sam, maître de conférences au département des arts dramatiques de l’université du Ghana.

Souvent décrit comme l’un des pères fondateurs du highlife contemporain, Taylor est décédé un jour après le lancement d’un festival de musique portant son nom dans la capitale, Accra, et un mois seulement après avoir fêté son 90e anniversaire.

« Sa musique a eu un impact considérable. Je veux dire, tant au Ghana qu’à l’étranger, en particulier à l’étranger. Si vous allez à l’étranger et que vous mentionnez Oncle Ebo, je veux dire, si vous rencontrez 10 personnes et que vous mentionnez Oncle Ebo, Ebo Taylor, sur les 10, vous en aurez 8 qui le connaissent. Je pense donc qu’il a eu un impact considérable sur la musique ghanéenne. », a expliqué Aaron Bebe Sakura, instructeur et leader du groupe Local Dimension Band.

Le highlife, un genre musical mêlant rythmes africains traditionnels, jazz et influences caribéennes, a récemment été ajouté à la liste du patrimoine

culturel immatériel de l’UNESCO.

« Je suis très heureux que les enfants d’Ebo Taylor perpétuent son héritage. Henry est au clavier, l’un de ses fils est à la guitare et un autre à la basse. Ainsi, Ebo Taylor continue de vivre. Son héritage perdure. », a déclaré Dela Botri, musicien et ancien collègue d’Ebo Taylor à l’université du Ghana.

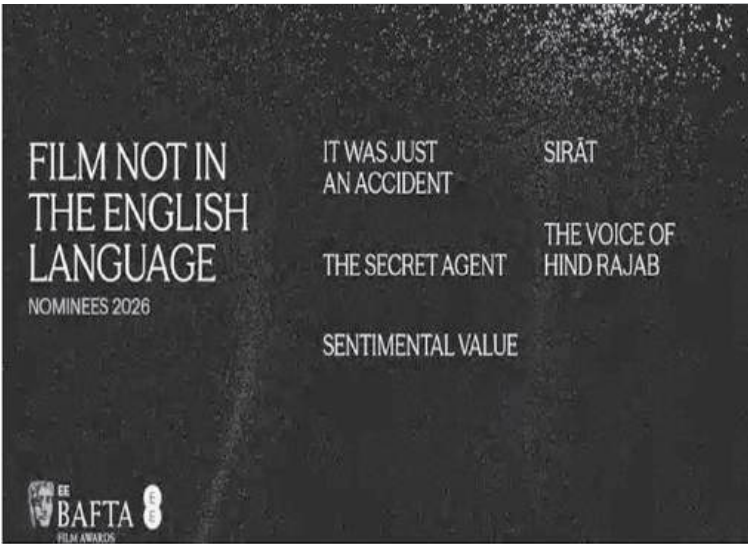
Né Deroy Taylor à Cape Coast en 1936, il a commencé à se produire dans les années 1950, alors que le highlife s’imposait comme le son dominant au Ghana dans les années qui ont suivi l’indépendance. Connu pour ses lignes de guitare complexes et ses riches arrangements de cuivres, il a joué avec des groupes de premier plan, notamment les Stargazers et le Broadway Dance Band.





BAFTA 2026

La voix de Hind Rajab propulse Kaouther Ben Hania au sommet du cinéma mondial



Sara Boueche

Le film La voix de Hind Rajab, réalisé par la cinéaste tunisienne Kaouther Ben Hania, vient d’être officiellement nommé aux BAFTA 2026 dans la catégorie du Meilleur film en langue non anglaise. Cette distinction intervient après une présélection dans deux catégories majeures, Meilleur film en langue non

anglaise et Meilleure réalisation confirmant la place du long-métrage parmi les œuvres les plus remarquées par la British Academy of Film and Television Arts. Souvent présentés comme l’équivalent britannique des Oscars, les BAFTA constituent l’une des plus hautes instances de reconnaissance du cinéma international. Ils distinguent chaque année des productions

britanniques et étrangères à l’issue d’un processus rigoureux fondé sur le vote de professionnels issus de l’ensemble des métiers du septième art. La catégorie consacrée aux films non anglophones valorise des œuvres produites hors du champ linguistique anglais, reconnues pour leur exigence d’écriture, la maîtrise de leur mise en scène et la cohérence de leur proposition artistique. La nomination de La voix de Hind Rajab s’inscrit dans un parcours international déjà remarquable. Présenté en première mondiale à la Mostra de Venise, le film y a suscité une réception exceptionnelle, marquée par une ovation prolongée et l’attribution du Lion d’argent, Grand Prix du jury, ainsi que plusieurs distinctions dans les sections parallèles du festival. Depuis, l’œuvre poursuit une trajectoire soutenue à travers les grandes manifestations cinématographiques, consolidant sa visibilité sur la scène mondiale.

Le film puise sa matière dans un fait réel. Il retrace les derniers instants de Hind Rajab, fillette palestinienne de six ans, dont la voiture familiale est prise pour cible par des tirs de l’armée israélienne. Seule survivante, blessée, l’enfant parvient à joindre les secours, espérant une évacuation qui n’aboutira jamais : le véhicule sera de nouveau frappé quelques heures plus tard. À partir de ce drame, Kaouther Ben Hania choisit un dispositif narratif épuré, fondé sur la voix, le temps réel, l’attente et l’hors-champ. Refusant toute démonstration explicative, la réalisatrice privilégie une mise en scène contenue, précise et profondément maîtrisée, où l’émotion naît de la tension entre silence, durée et absence. Cette reconnaissance britannique survient quelques jours seulement après l’annonce de la nomination du film à l’Oscar du Meilleur film international, où La voix de Hind Rajab figure aux côtés de productions internationales

majeures de l’année. Cette double présence aux BAFTA et aux Oscars confirme l’inscription durable du film dans les circuits d’excellence du cinéma mondial. Auregard des archives disponibles sur l’histoire des BAFTA, cette nomination pourrait constituer une première notable pour une réalisatrice arabe dans cette catégorie, aucun précédent clairement établi n’ayant été documenté. Elle marque ainsi une avancée symbolique pour la représentation du cinéma arabe dans les grandes institutions culturelles occidentales. Pour Kaouther Ben Hania, cette consécration s’inscrit dans une filmographie construite en un peu plus d’une décennie, caractérisée par une présence constante dans les grands festivals internationaux et une capacité singulière à articuler exigence esthétique, engagement humain et portée universelle du récit.

Béja

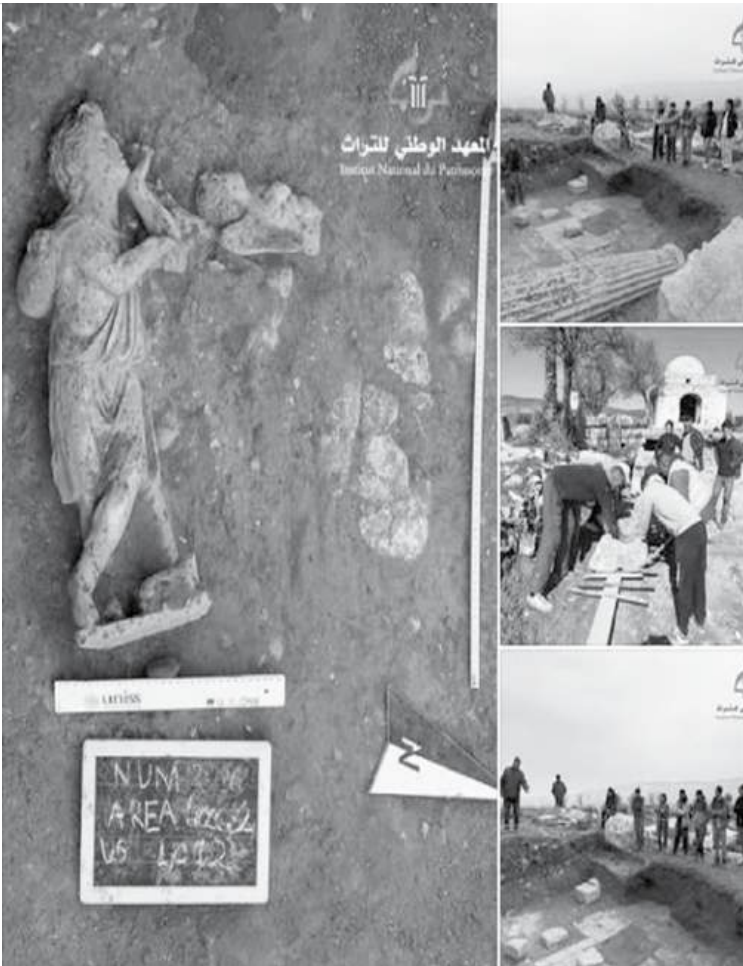
Les fouilles de Numluli révèlent un patrimoine romain et byzantin d'exception

Sara Boueche

De nouvelles campagnes archéologiques menées sur le site de Numluli, à Henchir El Matria dans le gouvernorat de Béja, mettent au jour un ensemble remarquable de vestiges romains et byzantins. Statues, colonnes, chapiteaux et mosaïques émergent progressivement grâce à une mission conjointe réunissant l’Institut national du patrimoine (INP) et l’Université italienne de Sassari, engagés dans une coopération scientifique depuis 2022. Les travaux se concentrent principalement sur le forum antique et sur une basilique byzantine, deux espaces centraux de la cité. Ces fouilles permettent d’enrichir considérablement la connaissance d’une ville romaine encore peu explorée, tout en soulignant l’importance historique et patrimoniale de la région.

Le forum et la basilique au cœur des découvertes

Sur l’antique Numluli, les archéologues s’attachent à



l’étude de la place publique, véritable centre de la vie civique romaine, ainsi qu’à celle d’une basilique datant de la période byzantine. Ces secteurs ont livré, ces dernières semaines,

les découvertes les plus significatives. Parmi les éléments exhumés figurent des colonnes et chapiteaux appartenant au temple du capitole, des statues de divinités romaines, des lampes antiques, ainsi que des mosaïques byzantines d’une grande finesse. L’ensemble contribue à affiner la compréhension de l’organisation urbaine, religieuse et sociale de la cité antique. Une coopération scientifique structurée depuis 2022 La mission archéologique italienne, active sur le site depuis plusieurs années, poursuit un travail méthodique sur l’analyse des structures urbaines et des artefacts découverts. L’objectif est de restituer l’histoire de Numluli et de l’inscrire dans les grands réseaux urbains de l’Afrique romaine. Conduits en étroite collaboration avec l’INP, les travaux bénéficient du financement du ministère italien des Affaires étrangères et de l’appui de l’ambassade d’Italie à Tunis. Les campagnes associent également étudiants et jeunes chercheurs,

intégrés aux opérations de terrain et aux recherches scientifiques. Un ensemble urbain parmi les mieux conservés du nord tunisien Henchir El Matria est aujourd’hui considérée comme l’un des sites romains les mieux préservés du nord de la Tunisie. Son forum dominé par le capitole, un vaste temple à cour, deux complexes thermaux, un martyrium et une basilique paléochrétienne composent un paysage urbain encore largement lisible. Ces monuments constituent le cœur des recherches actuelles et permettent de reconstituer progressivement la physionomie et la fonction de cette ville antique, dont le potentiel archéologique demeure considérable et promet encore de nombreuses révélations.



GANGLIONS SOUS LA PEAU : Ces 5 localisations doivent vous amener à consulter rapidement, selon le Dr Kierzek

Ressentir un ganglion sous la peau peut inquiéter. Quels sont ceux qui nécessitent un examen de votre médecin et ceux qui sont tout à fait bénins ? Le Dr Gérard Kierzek, directeur médical de Doctissimo, fait le point. Qui n'a jamais senti un ganglion gonflé sous ses doigts ? Ceux-ci apparaissent sous la peau souvent en marge d'une infection bénigne. Mais certaines caractéristiques et surtout certaines localisations doivent vous alerter. Pourquoi nos ganglions gonflent-ils ? Les ganglions lymphatiques font partie intégrante de notre système de défense. «Ce sont des organes secondaires du système lymphatique, disposés en véritables postes de surveillance dans tout le corps» explique le Dr Kierzek. On les trouve en chaînes superficielles (au niveau du cou, des aisselles ou de l'aîne) mais aussi en profondeur, dans l'abdomen ou le thorax. Leur rôle ? Héberger des lymphocytes, ces cellules qui nous protègent contre les virus, les bactéries et autres agents infectieux. Lorsqu'une infection survient à proximité, que ce soit une



angine, un rhume, une infection dentaire, une plaie cutanée, les ganglions se mettent au travail. Ils augmentent alors de volume : on parle d'adénopathie réactive. Dans la grande majorité des cas, ce gonflement est transitoire et disparaît spontanément en quelques jours ou semaines. Mais parfois, certains signes doivent alerter. Quand faut-il s'inquiéter ? Selon le Dr Gérard Kierzek, plusieurs critères doivent inciter à consulter un médecin sans tarder. Un ganglion devient suspect s'il :

- Mesure plus d'un centimètre ;
- Est dur, fixe (non mobile sous les doigts) ;
- Est indolore ;

- Persiste au-delà de 2 à 3 semaines, même après la guérison d'une infection évidente. La vigilance est encore plus grande si ce gonflement s'accompagne de symptômes généraux : fièvre inexplicée, perte de poids, sueurs nocturnes, fatigue intense ou prolongée. «Enfin, un ganglion isolé, asymétrique ou qui grossit rapidement nécessite un examen médical afin d'écarter des causes plus graves comme un lymphome, un cancer ou certaines infections chroniques comme la tuberculose». Ces 5 localisations doivent vous amener à consulter rapidement. Certaines zones du corps sont particulièrement surveillées par les

médecins, car un ganglion anormal à cet endroit est rarement banal.

- Les ganglions sus-claviculaires. Situés juste au-dessus de la clavicule, notamment à gauche (ganglion de Virchow ou de Troisier), ils drainent le thorax et l'abdomen. «Leur augmentation de volume est souvent très suspecte, pouvant révéler un cancer profond» ;
- Les ganglions épitrochléaires et poplités. Respectivement localisés au-dessus du coude interne et derrière le genou, ils gonflent rarement lors d'infections bénignes. Toute augmentation doit donc faire l'objet d'une consultation ;
- Les ganglions cervicaux supérieurs persistants. S'ils sont multiples, durs ou présents depuis plusieurs semaines sans cause infectieuse évidente, ils nécessitent un bilan médical approfondi ;
- Les ganglions axillaires persistants. Lorsqu'ils sont durs, indolores et durables, ils peuvent être en lien avec une pathologie du sein, du thorax ou un lymphome ;
- Les ganglions profonds. Non palpables, ils sont parfois découverts fortuitement lors d'un scanner ou d'une IRM. Leur présence dans le médiastin (thorax)

ou l'abdomen peut évoquer un lymphome ou des métastases et impose une prise en charge rapide. À l'inverse, des localisations souvent rassurantes. Heureusement, la majorité des ganglions gonflés sont sans gravité ! Dans le cou, sous la mâchoire ou derrière les oreilles, ils apparaissent fréquemment lors d'angines, de rhumes ou d'infections ORL et disparaissent généralement en une à deux semaines. Les ganglions axillaires peuvent aussi gonfler après une vaccination ou une infection cutanée du bras, tandis que les ganglions inguinaux réagissent souvent à une plaie de la jambe ou à une infection génitale. «Des ganglions mous, douloureux, mobiles et symétriques sont le plus souvent le signe d'une réaction normale de l'organisme» souligne aussi le médecin. La règle à retenir : Un ganglion dur, fixe, indolore, mesurant plus de 2 cm, ou persistant au-delà de 3 à 4 semaines, doit toujours conduire à une consultation médicale. «En cas de doute, mieux vaut consulter trop tôt que trop tard : dans la majorité des situations, le diagnostic est rassurant... et lorsqu'un problème existe, un repérage précoce change tout».

Ballonnements : pouvez-vous les éviter en supprimant cet unique plat le soir ? La réponse d'une diététicienne

Selon un expert, un plat consommé en soirée, pourrait perturber la digestion et favoriser les ballonnements nocturnes. Mais faut-il pour autant le supprimer ? Voici ce qu'en dit Pauline Pied, diététicienne-nutritionniste. Selon le Dr Maximilian Schubert, directeur médical du spa médical Maylife Medical Health Resort, un plat nuirait grandement à votre bien-être digestif... et il s'agirait d'une spécialité à base de légumes. Mais que pense Pauline Pied, notre experte nutritionniste, de sa composition et de ses effets ? Voici son analyse. Un excès de fibres à l'origine de ballonnements ? Si l'on ne pense pas nuire à nos intestins en consommant des légumes, certains peuvent en réalité entraîner des gaz. «Les aliments crus, comme la salade par exemple, contiennent beaucoup de fibres. Ils sont très sains pendant la journée et favorisent un microbiome sain, mais ils sont aussi difficiles à digérer

et peuvent surcharger le système digestif s'ils sont consommés trop tard. Ils peuvent entraîner des ballonnements (...) Tout cela peut ensuite avoir une influence négative sur la qualité de votre sommeil», explique le médecin, cité par le magazine Vogue. Afin de stopper ces problèmes de mauvaise digestion, le Dr Schubert invite chacun à ne plus consommer de carottes, tomates ou radis crus après 16 ou 17 heures. «Notre système digestif commence à faire défaut en fin d'après-midi», précise-t-il. Toutefois, notre diététicienne-nutritionniste tient à nuancer ces conclusions. Pour elle, il n'existerait pas de «plat universel» qui provoquerait des ballonnements. «Certaines personnes peuvent manger beaucoup de crudités sans être ballonnées. Cette sensibilité dépend vraiment de chaque individu», explique-t-elle. Chez les personnes plus sensibles à ces fameuses fibres, et qui ont tendance à être ballonnées le

soir, les légumes cuits peuvent constituer une meilleure option, car ils se digèrent mieux et leurs fibres sont moins irritantes. «Il est également préférable d'éviter les céréales complètes comme le riz complet ou les pâtes complètes, puisque l'enveloppe du grain, composée de fibres, peut irriter les intestins et entraîner des ballonnements, voire des troubles du transit selon le degré de sensibilité», prévient la diététicienne. Que manger le soir en cas de digestion difficile ? De manière générale, privilégier les légumes cuits, les féculents et les céréales non complètes, comme le riz basmati, la pomme de terre ou la polenta, est une bonne idée en cas de désagréments digestifs. «Sans oublier les protéines, du poisson ou des œufs par exemple, qui se digèrent bien généralement, même s'il existe des personnes qui tolèrent mal les œufs», précise la diététicienne. Concernant les fruits, ceux crus peuvent poser problème.



Certaines personnes, notamment celles souffrant d'un intestin irritable, tolèrent mal le fructose, à l'origine de ballonnements. «Dans ce contexte, et plus particulièrement en cas de gaz nocturnes, il vaut mieux remplacer les fruits crus le soir par des fruits cuits, comme des pommes au four ou des compotes», conseille la spécialiste. Ballonnements : quand faut-il consulter ? En cas de ballonnements prolongés ayant un impact réel sur la qualité de vie (par exemple si le quotidien

s'organise autour de ces fameux troubles digestifs), il est important de consulter un médecin. «Une orientation vers un gastro-entérologue peut être envisagée, ainsi qu'une consultation auprès d'une diététicienne spécialisée dans les troubles digestifs. Lorsque ces problèmes de transit et de digestion commencent à structurer la vie quotidienne, cela devient un véritable problème de santé. Il existe toutefois des solutions : n'hésitez donc pas à consulter !», conclut Pauline Pied.



Bien choisir son pot et le préparer pour réussir ses plantations

Sur votre terrasse, votre balcon ou dans votre salon, vous voulez planter des semis, une bouture ou des plantes en godet. Pour cela, il faut choisir le bon contenant. Sélectionner le mauvais pot ou mal le préparer, c'est risquer de voir sa plante mourir très vite. Une plantation réussie passe par le choix du pot adéquat. Comment bien le choisir et le préparer ? Voici tout ce qu'il faut savoir.

Comment choisir le bon pot pour une plantation ?

Avant de le préparer, il faut choisir le contenant adapté. Ou bien cela peut se faire à l'inverse : si vous avez déjà sélectionné un pot, plantez-y le bon végétal. La taille du pot

La première étape est d'adopter un contenant de la bonne largeur et de la bonne profondeur. Cela se décide en fonction de la hauteur finale de votre végétal : la profondeur doit être égale à environ un tiers de la taille adulte de votre plante.

Ainsi, des pots de moins de 20 cm de profondeur ne pourront guère accueillir plus que des



petites plantes succulentes, des aromatiques ou des plantes naines, alors que les pots de 50 cm seront parfaits pour des arbustes. Ne prenez pas de pots démesurément grands, certaines plantes aiment se sentir à l'étroit.

Le matériau du pot

Le choix de la matière se fera selon vos préférences en décoration mais aussi selon le lieu où vous allez placer le pot. S'il est dehors en plein soleil, évitez le zinc, le fer ou les matières très sombres qui vont absorber la lumière et surchauffer vos plantations.

Aujourd'hui, on trouve dans le commerce tout type de pot, parfois même en tissu. S'ils sont vendus dans des jardinerie, ils devraient normalement pouvoir résister aux aléas et à l'humidité. Attention toutefois, certains pots vendus pour l'intérieur ne tiendront pas en extérieur, surtout après plusieurs hivers froids, leur peinture peut s'écailler.

Les pots en terre cuite restent les grands classiques, très efficaces. Ils peuvent cependant être très lourds si vos végétaux sont grands. Pour les plantes géantes,

pourquoi ne pas se tourner vers des pots en plastique, plus légers et très résistants ? N'oubliez pas qu'une fois rempli de terre, votre contenant sera beaucoup plus lourd, encore plus quand le végétal aura grandi. Vous pouvez aussi installer votre contenant sur des roulettes pour pouvoir le déplacer facilement.

Un pot sans trou, c'est acceptable ?

On a envie de vous répondre tout simplement : NON ! Parce que ça suffit, les plantes noyées !

Si votre pot n'a pas de trou, alors l'eau ne pourra pas s'écouler, elle va stagner au fond du pot sans que vous le sachiez et les racines risquent de pourrir, surtout si vous avez la main lourde sur l'arrosage. Votre plante mourra en quelques mois. Il est vital que le surplus d'eau lors de l'arrosage puisse s'écouler.

Si votre contenant n'a pas de trou, alors percez-le. Si vous ne pouvez pas le percer, nous vous proposons deux solutions : utilisez-le comme cache-pot et installez dedans le pot en plastique vendu avec la plante d'origine. Cela permettra de vider

l'eau avant de remettre la plante dans le pot.

installez-y des plantes qui n'ont pas besoin de terre comme les orchidées ou les tillandsias. Là encore, ne laissez pas d'eau au fond du pot lorsque vous les arrosez.

Que mettre au fond des pots ?

Comme nous venons de le voir juste au-dessus, assurez-vous d'abord de la présence de trous au fond du pot pour le drainage. Ensuite, installez des billes d'argiles, des tessons de verre ou des morceaux de terre cuite au fond du pot. Cela facilitera le drainage. Cette étape n'est pas nécessaire avec un pot à réserve d'eau. Que l'on s'entende bien : les billes d'argile ne remplacent pas les trous du pot ! Les deux étapes sont complémentaires.

Toujours pour des soucis de drainage, si vous choisissez une soucoupe pour accompagner votre pot, pensez à la vider régulièrement. Vous êtes désormais fin prêt à ajouter un terreau adapté, puis votre plantation et à profiter de ce nouveau venu végétal.

Frange méduse

Comment porter la frange rideau des 90's ?

Exit les franges pleines. La preuve avec la frange méduse qui fait fureur sur les réseaux sociaux. Parfait mix entre la frange rideau et la frange classique, elle s'inspire des tentacules d'une méduse pour offrir une allure ultra-féminine et audacieuse à celles qui la portent.

On dirait bien qu'une nouvelle frange signe le début de l'été. Aperçue sur Dakota Johnson ou encore sur Dua Lipa lors du festival de Cannes 2023, cette frange qui s'inspire des tentacules d'une méduse risque bien de devenir la coupe de cheveux la plus en vogue de la saison. On vous explique pourquoi.

La frange méduse, c'est quoi ?

A la fois originale et ultra-féminine, la frange méduse tire son nom de la créature marine puisqu'elle se caractérise par de fines mèches qui s'étalent en éventail sur le front, tels des tentacules. Proche de l'effilé, elle tombe délicatement sur les yeux et effleure les pommettes tout en légèreté. Mais, bien que son nom inspire inventivité, cette tendance



n'est pas née récemment. Il s'agit en réalité d'une version moderne de la frange iconique de Pamela Anderson dans « Alerte à Malibu ».

Si cette frange excentrique est autant prisée par les stars hollywoodiennes, c'est parce qu'elle promet un charme

irrésistible à celles qui la portent. Elle aère subtilement le front grâce à ses mèches qui semblent avoir été séparées par un peigne à dents larges et laisse ainsi la peau respirer lors des jours de chaleur.

Pourquoi opter pour la frange méduse ?

Si cette frange détonante risque



de faire fureur dans les mois à venir, c'est parce qu'elle sait s'adapter à chacune et reste ultra-simple à personnaliser. Que votre chevelure soit raide, bouclée ou frisée, elle apporte une bonne dose de style avec sa touche grunge des années 1990. Mais, ce n'est pas tout. Grâce à sa longueur modulable, elle peut être une bonne transition pour passer à la frange sans trop prendre de risque.

Comment entretenir la frange méduse ?

Malgré son aspect flou, la frange

méduse requiert un entretien régulier. Afin de maintenir la forme arrondie de la frange, il est nécessaire de séparer chaque mèche avec un peigne à dents larges et de les lisser vers l'intérieur du visage. Pour un résultat d'autant plus authentique, vous pouvez appliquer un produit coiffant qui texturiserait votre chevelure. Mais, n'oubliez pas, avec la frange méduse, les mèches ne doivent pas être parfaitement positionnées. Inutile donc de passer trop de temps dessus !

Park Chan-wook

« En Corée, perdre son emploi revient à la décapitation »



Figure majeure du cinéma coréen, il explore dans « Aucun autre choix », la violence du capitalisme à la coréenne. Explications par visio depuis Séoul.

Entre Hitchcock, Bong Joon Ho, Tarantino et Jacques Tati, ce nouveau long-métrage du réalisateur sud-coréen décortique les affres d'un homme poussé au crime par le déclassement. Pour mettre en scène cette histoire, une adaptation du livre Le Couperet, de Donald Westlake, le réalisateur sud-coréen Park Chan-Wook reprend tous les

codes du thriller en y insufflant une veine sociale et une pincée d'humour noir. Aucun autre choix sort dans les salles le 11 février.

Le film s'ouvre sur une scène de bonheur et d'harmonie : dans le beau jardin de sa belle maison, You Man-su prépare un barbecue pour sa femme et ses deux enfants. Un bon travail dans une usine à papier, une jolie femme qui l'aime et le respecte, deux beaux enfants, deux beaux chiens... You Man-su savoure son bonheur.

L'ingénieur est donc d'autant plus sous le choc quand on lui

annonce quelques jours plus tard son licenciement à la suite de la vente de l'entreprise. Dévasté, il déploie tous les efforts possibles pour trouver un nouvel emploi, sans y parvenir. Sa vie bascule. Comment payer les cours de tennis pour sa femme, les cours de violoncelle pour sa petite fille, surdouée mais mutique ? Comment éviter que sa femme ne soit obligée de travailler, que son fils file un mauvais coton, comment empêcher la vente de cette belle maison, celle de son enfance, qu'il a réussi à racheter au prix de longues années de travail ?

Prêt à tout pour retrouver un emploi, préserver son statut social et un bon niveau de vie pour sa famille, il a une idée : supprimer la concurrence. Il invente une fausse offre d'emploi et se met en tête d'éliminer tout bonnement tous les candidats potentiels à un poste qui pourrait lui revenir. Sa tâche s'avère plus compliquée qu'il ne l'avait imaginée.

Bricolage et «absurdité tragique» Old Boy, un thriller récompensé par le Grand Prix à Cannes en 2004, Thirst, ceci est mon sang, une adaptation en version vampirique du roman d'Emile Zola Thérèse Raquin, ou plus récemment Decision to Leave, une dark romance récompensée en 2022 à Cannes par le prix de la mise en scène... Dans ce nouveau long-métrage, où il mêle à

la fois le film social, le thriller, et la comédie, Park Chan-Wook creuse sa signature cinématographique en poursuivant son travail sur le genre.

En dressant le portrait d'un homme touché par le chômage, le film pointe la brutalité des rapports sociaux dans une société sud-coréenne conditionnée à la réussite, qui, confrontée à la crise, s'est polarisée. You Man-su, privé de travail, est aussi privé de dignité. Une situation qui, pense-t-il, ne lui laisse «pas d'autre choix». Si d'autres, au chômage comme lui, se laissent aller et sombrent dans la dépression et l'alcoolisme, lui ne renonce pas. Même si le meurtre se révèle à l'usage être une tâche beaucoup plus compliquée et laborieuse que ce qui nous est habituellement donné à voir au cinéma, You Man-su reste concentré sur sa mission, semblant oublier complètement l'aspect immoral de son entreprise.

Le réalisateur joue le décalage entre les difficultés matérielles, ajoutées à l'amateurisme, à la maladresse, aux incertitudes de son héros, et une mise en scène spectaculaire, hitchcockienne, avec des cadres, une esthétique, une musique, et un montage dignes des plus grands classiques du genre. «Le livre n'est pas franchement comique, mais j'ai pensé qu'en exagérant la bêtise

de Man-su, je pouvais renforcer le message. Je voulais vraiment mettre en valeur l'absurdité tragique de ses idées et la manière dont il les met en œuvre», explique Park Chan-Wook, qui s'empare, après Costa-Gavras en 2005, de ce roman noir.

Ce décalage, mis en scène avec humour, permet de sortir le personnage du stéréotype du tueur, de le ramener à sa condition d'homme, misérable et pathétique, prêt à tout, y compris à faire fi de toute morale, pour retrouver son bonheur et sauver sa famille du naufrage. En n'éluant pas son aspect technique, artisanal, le meurtre apparaît également dans sa plus simple expression, désacralisé, et sordide. Une réalité juxtaposée à une autre, empreinte de beauté, celle des paysages, des jardins, celle des notes qu'une petite fille, enfermée dans le silence, dessine en forme de points de couleurs sur une feuille de papier avant de les faire vibrer sur son violoncelle.

Avec ce savant mélange des genres, le film, très réussi, sert un propos sérieux, profond, sur la condition humaine et la brutalité d'un monde, pourtant si beau, en perdition.

Comment le clan d'Alain Delon se déchire autour de l'héritage du Samouraï, estimé à 48 millions d'euros

Alors que ses trois enfants continuent de s'attaquer par médias et tribunaux interposés, «L'Œil du 20h» a mené l'enquête.

Liés par le sang, ils se renient publiquement. Anthony, Anouchka et Alain-Fabien sont les trois enfants d'Alain Delon (Nouvelle fenêtre). À son décès, le Samouraï leur a laissé un trésor dans son testament. Mais les dernières volontés de l'acteur sont aujourd'hui contestées, au cœur d'une bagarre judiciaire et fratricide.

Un patrimoine de plus de 48 millions d'euros

En Suisse, il y a quelques jours, s'est tenue une audience judiciaire dans un tribunal de Genève. Les équipes de l'Œil du 20 heures sont les seules à filmer les enfants Delon, présents pour trouver un accord sur leur héritage. Alors qu'ils se critiquent par médias interposés, cette fois aucune réaction. Alain-Fabien se cache, les autres fuient notre caméra.

L'enjeu est sensible. Car Alain Delon a su rentabiliser sa carrière. Il a acquis de l'immobilier,

comme son château de Douchy dans le Loiret, accumulé de l'argent sur des comptes à Monaco et Genève, des œuvres d'art, des montres, un patrimoine de plus de 48 millions d'euros brut. Un pactole qu'il destine surtout à sa fille Anouchka. Il l'a toujours mise en avant. Adolescente, elle joue dans l'un de ses films, fait la promo sur les plateaux TV. Alain Delon lui dédie même une chanson.

Il préfère Anouchka et n'en fait pas mystère. «J'ai une fille qui est l'amour de ma vie. Peut-être même un peu trop par rapport aux autres. Cela peut heurter quelquefois. Je l'ai peut-être aidée comme je n'ai pas assez aidé les autres. Les autres sont des garçons, c'est vrai. Ils ont peut-être souffert, c'est vrai, pardonnez-moi», avait déclaré Alain Delon le 24 novembre 2018 dans l'émission «Thé ou Café» sur France 2.

Deux testaments

Un déséquilibre qu'il répercute sur son héritage. Dans son premier testament, il donne 50 % à Anouchka, 25 % à chaque frère. Mais en 2022, un deuxième testament dont les équipes de

l'Œil du 20 heures ont eu copie sème la zizanie. Déjà privilégiée, Anouchka récupère en plus la direction d'Adid, la rentable société de son père, et un cadeau d'une valeur inestimable. «Alain Delon transmet le droit moral sur l'ensemble de son œuvre à sa fille», est-il écrit. En clair, elle possède l'image du patriarche.

De quoi provoquer la colère du petit frère, Alain-Fabien, qui accuse sa sœur de manigance illégale. «Certaines personnes mal intentionnées ont pu profiter d'un état de faiblesse de mon père à des fins pécuniaires», déclare-t-il avant d'affirmer qu'il parle «entre autres» de sa sœur. Et il ajoute : «Je n'ai pas envie qu'elle touche quoi que ce soit, ni même un centime.»

Une santé sur le déclin

Dans son accusation, Alain-Fabien rappelle l'état de santé de son père. D'abord en 2019, Alain Delon fait un AVC. Peu après, il rate un examen médical, le test de l'horloge. Dr Joëlle Perez, gériatre à l'AP-HP et experte judiciaire a accepté d'en faire la démonstration. «Je fais un rond qui représente l'horloge. Et vous allez la remplir avec tous les

chiffres dedans. Vous allez ajouter les aiguilles et vous allez les mettre sur une certaine heure», détaille-t-elle. À l'époque, les médecins notent des chiffres mal placés, des aiguilles indifférenciées et une heure incorrecte sur le test d'Alain Delon. «Quand quelqu'un rate complètement le test, on ne peut pas se tromper vraiment sur sa condition. On peut dire qu'elle est altérée», affirme-t-elle.

À la fin de sa vie, Alain Delon, affaibli, enchaîne les hospitalisations dans une clinique VIP en Suisse. Il a même acheté un appartement à côté. À cette époque, plusieurs comptes rendus médicaux ne sont pas bons. «Le dialogue est difficile et les réponses peu expressives.» «Altération nette sur le plan cognitif.» «Amnésie partielle, dégénérescence cérébrale», constatent les soignants.

C'est donc entre tous ces examens alarmants qu'Alain Delon modifie son testament en 2022. Ce jour-là, a-t-il compris la portée de son acte ? Lui a-t-on forcé la main ? Ni les médecins, ni les enfants et leurs avocats n'ont accepté de répondre. Le

seul qui accepte de parler, c'est Christophe Ayela, avocat au barreau de Paris et exécuteur testamentaire d'Alain Delon. Il nous assure qu'à cette période-là, au moment de signer, Alain Delon, le félin, avait repris du poil de la bête. «Il y a eu une altération des facultés cognitives établie par les médecins suisses. Mais les mêmes médecins suisses, deux ans plus tard, ont attesté d'une reprise des capacités cognitives, donc d'une totale capacité de décision. Ce qui ne m'étonne pas parce qu'à chaque fois que j'ai pu parler avec Alain Delon, je l'ai trouvé extrêmement clair et lucide, très déterminé. Il paraissait cohérent parce que c'étaient les mêmes choix, quasiment à 99 %, qu'il avait faits auparavant en 2015», assure-t-il.

Quoi qu'il arrive, le premier héritier des Delon est déjà connu. Il s'agit du fisc français. Entre les arriérés d'impôts et les droits de succession, l'État devrait récupérer plus de 21 millions d'euros.

Annaba :

La 4^{ème} session ordinaire de l'APW consacrée à l'évaluation du développement local et marquée par des distinctions honorifiques

S.F

La quatrième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), au titre de l'année 2025, s'est tenue, hier mercredi 11 février 2026, dans la salle des délibérations du siège de l'Assemblée, en présence du wali, Abdelkrim Lamouri, sous la présidence de M. Abdelaziz Challali, président de l'APW. Cette session a été baptisée du nom de la chahida Abou Djaâfar Malouka, en hommage à son parcours militant et à son sacrifice pour la patrie. Les travaux de cette session ont porté sur plusieurs dossiers stratégiques liés à la gestion et au développement de la wilaya. Les membres de l'assemblée ont examiné en premier lieu le degré de mise en œuvre des recommandations issues de la session précédente, permettant d'évaluer le niveau d'exécution des décisions adoptées et leur impact sur le terrain. Les débats se sont ensuite orientés vers le dossier de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, considéré comme un levier essentiel pour l'aménagement du territoire et l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Par ailleurs, un exposé a été consacré aux préparatifs du mois sacré de Ramadhan, mettant en avant



les mesures visant à garantir la disponibilité des produits de large consommation, à réguler le marché et à renforcer les actions de solidarité. La session a également abordé divers points relatifs à la gestion locale. Cette rencontre a enregistré la présence des membres du Parlement des deux chambres, des représentants de la commission de sécurité, du wali-délégué de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa", du Secrétaire général de la wilaya, de l'inspecteur général de la wilaya, des chefs de daïras, des présidents des Assemblées populaires communales, des membres de l'exécutif de wilaya, des membres de l'APW, d'un représentant du Conseil supérieur de la jeunesse, de la famille révolutionnaire, du directeur régional des douanes,

du recteur de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, de l'ancien président de l'APW ainsi que des représentants de la société civile.

En marge des travaux, la session a été marquée par l'organisation de cérémonies de distinction en reconnaissance de parcours exemplaires et d'efforts remarquables. Dans ce cadre, le wali, aux côtés du président de l'APW, a procédé à l'hommage de la famille de la chahida Abou Djaâfar Malouka, née le 22 janvier 1917 à Annaba. Malgré des conditions sociales difficiles durant son enfance, la défunte est restée profondément attachée à l'identité nationale. Dès le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, elle s'est engagée clandestinement dans les rangs du Front de libération nationale, apportant un soutien précieux aux moudjahidine en



leur fournissant des médicaments et les moyens nécessaires pour soigner les blessés et les malades de l'Armée et du Front de libération nationale. Le 20 février 1957, une unité militaire coloniale a pris d'assaut son domicile et l'a exécutée par balles devant ses enfants et les membres de sa famille. Son époux, le chahid Amara Kerba, a également été exécuté selon le même procédé. Son sacrifice demeure un symbole éternel de patriotisme et un exemple inspirant pour les générations futures.

La cérémonie a également été marquée par la distinction de M. Djamali Redha, directeur de l'école primaire « Azizi Rabah » à Hachachia, commune d'El Eulma, daïra de Aïn El Berda. Cette reconnaissance, initiée par le wali, vient saluer son dévouement, son sens élevé

des responsabilités et les efforts déployés pour améliorer les conditions pédagogiques et organisationnelles au sein de son établissement. Cette distinction fait suite à la visite de terrain effectuée récemment par le wali dans plusieurs établissements scolaires, au cours de laquelle il a exprimé son admiration pour la propreté, l'organisation et la qualité de la gestion de cette école. Cette initiative se veut également un encouragement à poursuivre les efforts pour la promotion d'une école publique performante et au service de la famille éducative.

Cette session a ainsi confirmé l'importance de la concertation et de la coordination entre les différentes institutions locales pour répondre aux attentes des citoyens et accompagner la dynamique de développement que connaît la wilaya.

Le Skills Center d'Algérie Télécom Annaba célèbre la Journée internationale du Safer Internet Day

Mazouzi Fatma Zohra

Le Skills Center d'Algérie Télécom à Annaba célèbre, hier 11 février 2026, le Safer Internet Day. Annaba devenu un acteur majeur dans le secteur des nouvelles technologies et de l'information afin qu'Algérie Télécom continue à œuvrer dans l'innovation des usages responsables de l'Internet. À ce titre le Skills Center d'Algérie Télécom à Annaba a organisé une journée de sensibilisation au profit des élèves du cycle primaire visant à promouvoir une utilisation sûre de l'Internet marquant ainsi le Safer Internet Day Journée internationale pour un Internet plus sûr célébré le 10 février de

chaque année. Cette initiative a été organisée en coordination avec la direction de l'Éducation de la wilaya, les services de la sûreté nationale et la gendarmerie nationale un programme riche et varié a été destiné aux enfants et leurs parents une séance de sensibilisation a été marquée sur les risques liés à Internet qui a été animée par deux cadres de la direction opérationnelle des télécommunications d'Annaba (DOT) qui ont incarné les personnages éducatifs Amine et Amina afin de leurs transmettre des messages de prévention d'une manière simple pédagogique et ludique. Cet événement a également connu des interventions des représentants de la sûreté nationale et de la



gendarmerie nationale axées sur les dangers liés à l'utilisation d'Internet et les bonnes pratiques à adopter pour garantir la sécurité numérique. Dans le même contexte, les parents d'élèves ont assisté à un atelier qui a été animé par un expert en robotique Mr Amar Aissaoui portant sur les applications et les



outils numériques permettant de protéger les enfants et d'encadrer leurs usages de l'internet. Pour leur part les enfants ont eu droit à des jeux interactifs dans le domaine de la robotique qui a été organisé en collaboration avec l'établissement de recherche et d'innovation Aissaoui School dans le but de renforcer

l'apprentissage technologique dans un environnement sûr et éducatif. À travers cette initiative le Skills center d'Algérie Télécom à Annaba conforme son engagement en faveur de la protection de l'enfance et du renforcement des partenariats institutionnels pour un Internet plus sûr pour tous